Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 250 del 24 ottobre 1991 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Giovedì, 24 ottobre 1991** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 64

LEGGE 5 ottobre 1991, n. **325.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo internazionale sulla juta e sui prodotti di juta, con annessi, fatto a Ginevra il 3 novembre 1989.

SOMMARIO

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 5 ottobre 1991, n. 325.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo internazionale sulla juta e sui prodotti di juta, con annessi, fatto a Ginevra il 3 novembre 1989.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo internazionale sulla juta e sui prodotti di juta, con annessi, fatto a Ginevra il 3 novembre 1989.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 40 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. All'onere annuo derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in L. 12.444.000 a decorrere dal 1991, si provvede mediante riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1991-1993, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1991, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento predisposto per «Ratifica ed esecuzione di accordi internazionali».

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 ottobre 1991

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTELLI

ACCORD INTERNATIONAL DE 1989 SUR LE JUTE ET LES ARTICLES EN JUTE

PREAMBULE

Les parties au présent Accord,

Rappelant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international 1/,

Rappelant les résolutions 93 (IV), 124 (V) et 155 (VI), relatives au programme intégré pour les produits de base, que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a adoptées à ses quatrième, cinquième et sixième sessions, et le chapitre II, section B, de l'Acte final de la septième session de la Conférence,

Rappelant en outre le nouveau programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés, et en particulier son paragraphe 82 2/,

Reconnaissant l'importance du jute et des articles en jute pour l'économie de nombreux pays en développement exportateurs,

Considérant qu'une coopération internationale étroite à la solution des problèmes posés par ce produit de base favorisera le développement économique des pays exportateurs et renforcera la coopération économique entre pays exportateurs et importateurs,

Considérant que l'Accord international de 1982 sur le jute et les articles en jute a notablement contribué à cette coopération entre pays exportateurs et importateurs,

Sont convenues de ce qui suit :

1/ Résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, du 1er mai 1974.

2/ Voir *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés* (publication des Nations Unies, Numéro de vente : F.82.I.8), première partie, section A.

CHAPITRE PREMIER - OBJECTIFS

Article premier

Objectifs

1. Dans l'intérêt des deux catégories de membres, exportateurs et importateurs, et en vue d'atteindre les objectifs pertinents adoptés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement dans ses résolutions 93 (IV), 124 (V) et 155 (VI), relatives au programme intégré pour les produits de base, et compte tenu de la résolution 98 (IV) et de la section B du chapitre II de l'Acte final de la septième session de la Conférence, les objectifs de l'Accord international de 1989 sur le jute et les articles en jute (ci-après dénommé "le présent Accord") sont :

a) D'offrir un cadre efficace pour la coopération et les consultations entre les membres exportateurs et les membres importateurs en ce qui concerne le développement de l'économie du jute;

b) De favoriser l'expansion et la diversification du commerce international du jute et des articles en jute;

c) D'améliorer les caractéristiques structurelles du marché du jute;

d) De donner à l'environnement toute la place voulue dans les activités de l'Organisation, notamment en faisant prendre conscience des avantages de l'utilisation du jute en tant que produit naturel;

e) De renforcer la compétitivité du jute et des articles en jute;

f) De préserver et elargir les marchés existants et d'établir de nouveaux marchés du jute et des articles en jute;

g) D'améliorer l'information sur le marché en vue d'assurer une plus grande transparence du marché international du jute;

h) De mettre au point de nouvelles utilisations finales du jute, et notamment de nouveaux articles en jute, en vue d'accroître la demande de jute;

i) D'encourager une transformation plus poussée et quantitativement plus importante du jute et des articles en jute tant dans les pays importateurs que dans les pays exportateurs;

j) D'accroître la production de jute en vue, notamment, d'améliorer les rendements et la qualité dans l'intérêt des pays importateurs et des pays exportateurs;

k) D'accroître la production d'articles en jute en vue, notamment, d'améliorer la qualité de ces articles et d'en réduire les coûts de production;

l) D'accroître le volume de la production, des exportations et des importations de jute et d'articles en jute de façon à satisfaire aux exigences de la demande mondiale et de l'approvisionnement.

2. Les objectifs énoncés au paragraphe 1 du présent article devraient être atteints, en particulier, par les moyens suivants :

a) Projets de recherche-développement, de promotion des ventes et de réduction des coûts, y compris la mise en valeur des ressources humaines;

b) Rassemblement et diffusion d'informations relatives au jute et aux articles en jute, et notamment de renseignements sur le marché;

c) Examen des questions importantes concernant le jute et les articles en jute, comme la question de la stabilisation des prix et des approvisionnements et celle de la concurrence avec les produits synthétiques et les produits de remplacement;

d) Réalisation d'études sur les tendances que font apparaître les problèmes à court et à long terme de l'économie mondiale du jute.

CHAPITRE II - DEFINITIONS

Article 2

Définitions

Aux fins du présent Accord :

1) Par "jute", il faut entendre le jute brut, le kénaf et les autres fibres apparentées, y compris Urena lobata, Abutilon avicennae et Cephalonema polyandrum;

2) Par "articles en jute", il faut entendre les produits fabriqués en totalité ou quasi-totalité avec du jute, ou les produits dont l'élément le plus important, en poids, est le jute;

3) Par "membre", il faut entendre un gouvernement ou une organisation intergouvernementale visée à l'article 5, qui a accepté d'être lié par le présent Accord à titre provisoire ou définitif;

4) Par "membre exportateur", il faut entendre un membre qui exporte plus de jute et d'articles en jute qu'il n'en importe et qui s'est déclaré lui-même membre exportateur;

5) Par "membre importateur", il faut entendre un membre qui importe plus de jute et d'articles en jute qu'il n'en exporte et qui s'est déclaré lui-même membre importateur;

6) Par "Organisation", il faut entendre l'Organisation internationale du jute visée à l'article 3;

7) Par "Conseil", il faut entendre le Conseil international du jute institué conformément à l'article 6;

8) Par "vote special", il faut entendre un vote requérant les deux tiers au moins des suffrages exprimés par les membres exportateurs présents et votants et les deux tiers au moins des suffrages exprimés par les membres importateurs présents et votants, comptés séparément, à condition que ces suffrages soient exprimés par la majorité des membres exportateurs et par au moins quatre membres importateurs présents et votants;

9) Par "vote à la majorité simple répartie", il faut entendre un vote requérant plus de la moitié du total des suffrages exprimés par les membres exportateurs présents et votants et plus de la moitié du total des suffrages exprimes par les membres importateurs présents et votants, comptés séparément. Les suffrages requis pour les membres exportateurs doivent être exprimés par la majorité des membres exportateurs presents et votants;

10) Par "exercice", il faut entendre la période allant du ler juillet au 30 juin inclusivement;

11) Par "campagne agricole du jute", il faut entendre la période allant du ler juillet au 30 juin inclusivement;

12) Par "Gouvernement hôte", il faut entendre le gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Organisation;

13) Par "exportations de jute" ou "exportations d'articles en jute", il faut entendre le jute ou les articles en jute qui quittent le territoire douanier d'un membre et, par "importations de jute" ou "importations d'articles en jute", le jute ou les articles en jute qui entrent sur le territoire douanier d'un membre, étant entendu qu'aux fins des présentes définitions le territoire douanier d'un membre qui se compose de plusieurs territoires douaniers est réputé être constitué par ses territoires douaniers combinés; et

14) Par "monnaies librement utilisables", il faut entendre le deutsche mark, le dollar des Etats-Unis, le franc français, la livre sterling et le yen japonais, ainsi que toute autre monnaie éventuellement désignée par une organisation monétaire internationale compétente comme étant en fait couramment utilisée pour effectuer des paiements au titre de transactions internationales et couramment échangée sur les principaux marchés des changes.

CHAPITRE III - ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Article 3

Siège, structure et maintien de l'Organisation internationale du jute

1. L'Organisation internationale du jute, créée par l'Accord international de 1982 sur le jute et les articles en jute, continue d'exister pour assurer la mise en oeuvre des dispositions du présent Accord et en superviser le fonctionnement.

2. L'Organisation exerce ses fonctions par l'intermédiaire du Conseil international du jute et du Comité des projets, organes permanents, ainsi que du Directeur exécutif et du personnel. Le Conseil peut, par un vote spécial et à des fins déterminées, créer des comités et groupes de travail ayant un mandat expressément défini.

3. L'Organisation a son siège à Dhaka (Bangladesh).

4. Le siège de l'Organisation est situé en tout temps sur le territoire d'un membre.

Article 4

Membres de l'Organisation

1. Il est institué deux catégories de membres de l'Organisation, à savoir :

a) Les membres exportateurs; et

b) Les membres importateurs.

2. Un membre peut changer de catégorie aux conditions que fixe le Conseil.

Article 5

Participation d'organisations intergouvernementales

1. Toute référence faite dans le présent Accord à des "gouvernements" est réputée valoir aussi pour la Communauté économique europeenne et pour toute autre organisation intergouvernementale ayant des responsabilités dans la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base. En conséquence, toute mention, dans le présent Accord, de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation, ou de la notification d'application a titre provisoire, ou de l'adhésion, est, dans le cas desdites organisations intergouvernementales, reputee valoir aussi pour la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation, ou pour la notification d'application à titre provisoire, ou pour l'adhésion, par ces organisations intergouvernementales.

2. En cas de vote sur des questions relevant de leur compétence, lesdites organisations intergouvernementales disposent d'un nombre de voix égal au nombre total de voix attribuables à leurs Etats membres conformément à l'article 10. En pareil cas, les Etats membres desdites organisations intergouvernementales ne sont pas autorisés à exercer leurs droits de vote individuels.

CHAPITRE IV - CONSEIL INTERNATIONAL DU JUTE

Article 6

Composition du Conseil international du jute

1. L'autorité suprême de l'Organisation est le Conseil international du jute, qui se compose de tous les membres de l'Organisation.

2. Chaque membre est représenté au Conseil par un seul représentant et peut désigner des suppléants et des conseillers pour assister aux sessions du Conseil.

3. Un suppléant est habilité à agir et à voter au nom du représentant en l'absence de celui-ci ou dans des circonstances exceptionnelles.

Article 7

Pouvoirs et fonctions du Conseil

1. Le Conseil exerce tous les pouvoirs et s'acquitte, ou veille à l'accomplissement, de toutes les fonctions qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord.

2. Le Conseil, par un vote spécial, adopte les règlements qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord et qui sont compatibles avec celles-ci, notamment son règlement intérieur, le règlement financier de l'Organisation et le statut du personnel. Ledit règlement financier contient des dispositions applicables notamment aux entrées et sorties de fonds du compte administratif et du compte spécial. Le Conseil peut, dans son règlement intérieur, prévoir une procédure lui permettant de prendre, sans se réunir, des décisions sur des questions spécifiques.

3. Le Conseil tient les archives dont il a besoin pour s'acquitter des fonctions que le présent Accord lui confère.

Article 8

Président et Vice-Président du Conseil

1. Le Conseil élit pour chaque année correspondant à la campagne agricole du jute un président et un vice-président, qui ne sont pas rémunérés par l'Organisation.

2. Le Président et le Vice-Président sont élus, l'un parmi les représentants des membres exportateurs, l'autre parmi ceux des membres importateurs. La présidence et la vice-présidence sont attribuées à tour de rôle à chacune des deux catégories de membres pour une année, étant entendu toutefois que cette alternance n'empêche pas la réélection, dans des circonstances exceptionnelles, du Président ou du Vice-Président, ou de l'un et de l'autre, si le Conseil en décide ainsi par un vote spécial.

3. En cas d'absence temporaire du Président, le Vice-Président assure la présidence à sa place. En cas d'absence temporaire simultanée du Président et du Vice-Président, ou en cas d'absence permanente de l'un ou l'autre ou des deux, le Conseil peut élire de nouveaux titulaires de ces fonctions parmi les représentants des membres exportateurs et/ou parmi les représentants des membres importateurs, selon le cas, à titre temporaire ou permanent.

Article 9

Sessions du Conseil

1. En règle générale, le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par semestre de l'année correspondant à la campagne agricole du jute.

2. Le Conseil se réunit en session extraordinaire s'il en décide ainsi ou s'il en est requis :

a) par le Directeur exécutif, agissant en accord avec le Président du Conseil, ou

b) par une majorité des membres exportateurs ou une majorité des membres importateurs; ou

c) par des membres détenant au moins 500 voix.

3. Les sessions du Conseil ont lieu au siège de l'Organisation, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement. Si, sur l'invitation d'un membre, le Conseil se réunit ailleurs qu'au siège de l'Organisation, ce membre prend à sa charge les frais supplémentaires qui en résultent et accorde des privilèges et immunités comparables à ceux qui sont prévus pour des conférences internationales similaires.

4. Le Directeur exécutif annonce les sessions aux membres et leur en communique l'ordre du jour, ainsi que la documentation mentionnée dans ce dernier, au moins 30 jours à l'avance, sauf en cas d'urgence où le préavis sera d'au moins sept jours.

Article 10

Répartition des voix

1. Les membres exportateurs détiennent ensemble 1 000 voix et les membres importateurs détiennent ensemble 1 000 voix.

2. Les voix des membres exportateurs sont réparties comme suit : 150 voix sont divisées à parts égales entre tous les membres exportateurs, le chiffre étant arrondi au nombre entier le plus proche pour chaque membre; le reste des voix est réparti proportionnellement au volume moyen de leurs exportations nettes de jute et d'articles en jute pour les trois précédentes campagnes agricoles du jute, sous réserve qu'aucun membre exportateur ne détienne plus de 450 voix. Les voix qui subsistent en sus du maximum sont réparties entre tous les membres exportateurs détenant moins de 250 voix chacun, proportionnellement à leur part des échanges.

3. Les voix des membres importateurs sont réparties comme suit : chaque membre importateur détient initialement un maximum de cinq voix, étant entendu que le nombre total des voix initiales ainsi détenues ne peut être supérieur à 150. Le reste des voix est réparti proportionnellement au volume annuel moyen de leurs importations nettes de jute et d'articles en jute pour la période de trois ans commençant quatre années civiles avant la répartition des voix.

4. Le Conseil répartit les voix pour chaque exercice au début de la première session de l'exercice conformément aux dispositions du présent article.
Cette répartition demeure en vigueur pour le reste de l'exercice, sous réserve des dispositions du paragraphe 5 du présent article.

5. Quand la composition de l'Organisation change ou quand le droit de vote d'un membre est suspendu ou rétabli en application d'une disposition du présent Accord, le Conseil procède à une nouvelle répartition des voix à l'intérieur de la catégorie ou des catégories de membres en cause conformément aux dispositions du présent article. Le Conseil fixe la date à laquelle la nouvelle répartition des voix prend effet.

6. Il ne peut y avoir de fractionnement de voix.

7. Lorsqu'on arrondit au nombre entier le plus proche, toute fraction inférieure à 0,5 est arrondie au nombre entier immediatement inférieur et toute fraction superieure ou égale à 0,5 est arrondie au nombre entier immédiatement supérieur.

Article 11

Procédure de vote au Conseil

1. Chaque membre dispose, pour le vote, du nombre de voix qu'il détient et aucun membre ne peut diviser ses voix. Un membre n'est toutefois pas tenu d'exprimer dans le même sens que ses propres voix celles qu'il est autorisé à utiliser en vertu du paragraphe 2 du présent article.

2. Par notification écrite adressée au Président du Conseil, tout membre exportateur peut autoriser tout autre membre exportateur, et tout membre importateur peut autoriser tout autre membre importateur, à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à toute séance ou session du Conseil.

3. Un membre autorisé par un autre membre à utiliser les voix que cet autre membre détient en vertu de l'article 10 utilise ces voix conformément aux instructions dudit membre.

4. En cas d'abstention, un membre est reputé ne pas avoir utilisé ses voix.

Article 12

Décisions et recommandations du Conseil

1. Le Conseil s'efforce de prendre toutes ses décisions et de faire toutes ses recommandations par consensus. Si un consensus ne peut être obtenu, toutes les décisions du Conseil sont prises et toutes les recommandations faites par un vote à la majorité simple répartie, à moins que le présent Accord ne prévoie un vote spécial.

2. Quand un membre invoque les dispositions du paragraphe 2 de l'article 11 et que ses voix sont utilisées à une séance du Conseil, ce membre est considéré, aux fins du paragraphe 1 du présent article, comme présent et votant.

3. Toutes les décisions et recommandations du Conseil doivent être compatibles avec les dispositions du présent Accord.

Article 13

Quorum au Conseil

1. Le quorum exigé pour toute séance du Conseil est constitué par la présence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, sous réserve que les membres ainsi présents détiennent les deux tiers au moins du total des voix dans chacune des deux catégories.

2. Si le quorum défini au paragraphe 1 du présent article n'est pas atteint le jour fixé pour la séance ni le lendemain, le quorum est constitué le troisième jour et les jours suivants par la présence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, sous réserve que ces membres détiennent la majorité du total des voix dans chacune des deux catégories.

3. Tout membre représenté conformément au paragraphe 2 de l'article 11 est considéré comme présent.

Article 14

Coopération avec d'autres organismes

1. Le Conseil prend toutes dispositions appropriées aux fins de consultation ou de coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, et ses organismes subsidiaires tels que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Centre du commerce international CNUCED/GATT et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, ainsi qu'avec d'autres organismes intergouvernementaux et organisations non gouvernementales, selon qu'il conviendra.

2. L'Organisation utilise, dans toute la mesure possible, les facilités, services et connaissances spécialisés des organismes mentionnés au paragraphe 1 du présent article, afin d'éviter le chevauchement des efforts réalisés pour atteindre les objectifs du présent Accord et de renforcer la complémentarité et l'efficacité de ses activités.

3. Le Conseil, eu égard au rôle particulier de la CNUCED dans le domaine du commerce international des produits de base, la tient au courant, selon qu'il convient, de ses activités et programmes de travail.

Article 15

Admission d'observateurs

Le Conseil peut inviter tout pays non membre, ou tout organisme visé à l'article 14, que concerne le commerce international du jute et des articles en jute ou l'industrie du jute à assister en qualité d'observateur à l'une quelconque des réunions du Conseil.

Article 16

Le Directeur exécutif et le personnel

1. Le Conseil, par un vote spécial, nomme le Directeur exécutif..

2. Les modalités et conditions d'engagement du Directeur exécutif sont fixées conformément au règlement intérieur du Conseil.

3. Le Directeur exécutif est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation; il est responsable devant le Conseil de l'administration et du fonctionnement du présent Accord en conformité des décisions du Conseil.

4. Le Directeur exécutif nomme le personnel conformément au règlement arrêté par le Conseil. Le Conseil, par un vote spécial, fixe l'effectif du personnel des cadres supérieurs, de la catégorie des administrateurs et de la catégorie des services généraux que le Directeur exécutif est autorisé à nommer. Toute modification du nombre de postes est décidée par le Conseil par un vote spécial. Le personnel est responsable devant le Directeur exécutif..

5. Ni le Directeur exécutif ni aucun membre du personnel ne doivent avoir d'intérêt financier dans l'industrie ou le commerce du jute, ni dans des activités commerciales connexes.

6. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur exécutif et les autres membres du personnel ne sollicitent ni n'accceptent d'instructions d'aucun membre ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux responsables en dernier ressort devant le Conseil. Chaque membre de l'Organisation doit respecter le caractère exclusivement international des responsabilités du Directeur exécutif et des autres membres du personnel et ne pas chercher à les influencer dans l'exercice de leurs responsabilités.

CHAPITRE V - PRIVILEGES ET IMMUNITES

Article 17

Privilèges et immunités

1. L'Organisation a la personnalité juridique. Elle a, en particulier, la capacité de contracter, d'acquérir et de céder des biens meubles et immeubles et d'ester en justice.

2. L'Organisation continue de fonctionner conformément à l'Accord de siège conclu avec le Gouvernement hôte (qui est le Gouvernement du Bangladesh, pays où elle a son siège). L'Accord de siège avec le Gouvernement hôte concerne notamment le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation, de son Directeur exécutif, de son personnel et de ses experts, ainsi que des délégations des membres, qui sont normalement nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

3. Si le siège de l'Organisation est transféré dans un autre pays qui est membre de l'Organisation, ce membre conclut aussitôt que possible, avec l'Organisation, un accord de siège qui doit être approuvé par le Conseil.

4. En attendant la conclusion de l'accord de siège visé au paragraphe 3 du present article, l'Organisation demande au Gouvernement hôte d'exonérer d'impôts, dans les limites de sa législation nationale, les émoluments versés par l'Organisation à son personnel et les avoirs, revenus et autres biens de l'Organisation.

5. L'Organisation peut conclure, avec un ou plusieurs autres pays, des accords qui doivent être approuvés par le Conseil, touchant les privilèges et immunités qui peuvent être nécessaires à la bonne application du présent Accord.

6. L'accord de siège est indépendant du présent Accord. Toutefois, il prend fin :

a) Par consentement mutuel du Gouvernement hôte et de l'Organisation;

b) Si le siège de l'Organisation est transféré hors du territoire du Gouvernement hôte; ou

c) Si l'Organisation cesse d'exister.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 18

Comptes financiers

1. Il est institué deux comptes :

a) Le compte administratif; et

b) Le compte spécial.

2. Le Directeur exécutif est responsable de la gestion desdits comptes et le Conseil prévoit les dispositions nécessaires dans son règlement intérieur.

Article 19

Modes de paiement

1. Les contributions au compte administratif sont payables en monnaies librement utilisables et ne sont pas assujetties à des restrictions de change.

2. Les contributions au compte spécial sont payables en monnaies librement utilisables et ne sont pas assujetties à des restrictions de change.

3. Le Conseil peut aussi décider d'accepter des contributions au compte spécial sous d'autres formes, y compris sous forme de matériel ou main-d'oeuvre scientifique et technique, selon les exigences des projets approuvés.

Article 20

Vérification et publication des comptes

1. Le Conseil nomme des vérificateurs aux comptes qui sont chargés de vérifier ses livres.

2. Un état du compte administratif et du compte spécial, vérifié par des vérificateurs indépendants, est mis à la disposition des membres aussitôt que possible après la fin de chaque année correspondant à une campagne agricole du jute, mais pas plus de six mois après cette date, et le Conseil l'examine en vue de son approbation à sa session suivante, selon qu'il est approprié. Un résumé des comptes et du bilan vérifiés est ensuite publié.

Article 21

Compte administratif

1. Les dépenses requises pour l'administration du présent Accord sont imputées sur le compte administratif et sont couvertes au moyen de contributions annuelles versées par les membres, conformément à leurs procédures constitutionnelles et institutionnelles respectives, et calculées conformément aux paragraphes 3, 4 et 5 du présent article.

2. Les dépenses des délégations au Conseil, au Comité des projets et aux comités et groupes de travail visés au paragraphe 2 de l'article 3 sont à la charge des membres intéressés. Lorsqu'un membre demande des services spéciaux à l'Organisation, le Conseil requiert ce membre de prendre à sa charge les dépenses correspondant à ces services.

3. Pendant le deuxième semestre de chaque exercice, le Conseil approuve le budget administratif de l'Organisation pour l'exercice suivant et calcule la contribution de chaque membre à ce budget.

4. Pour chaque exercice, la contribution de chaque membre au budget administratif est proportionnelle au rapport qui existe, au moment de l'adoption du budget administratif de cet exercice, entre le nombre de voix de ce membre et le nombre total des voix de l'ensemble des membres. Pour la fixation des contributions, les voix de chaque membre se calculent sans prendre en considération la suspension des droits de vote d'un membre ni la nouvelle répartition des voix qui en résulte.

5. Le Conseil calcule la contribution initiale de tout membre qui adhère à l'Organisation après l'entrée en vigueur du présent Accord en fonction du nombre de voix que ce membre doit détenir et de la fraction non écoulée de l'exercice en cours, mais les contributions demandées aux autres membres pour l'exercice en cours ne s'en trouvent pas changées.

6. Les contributions au budget administratif sont exigibles le premier jour de chaque exercice. Les contributions des membres pour l'exercice au cours duquel ils deviennent membres de l'Organisation sont exigibles à la date à laquelle ils deviennent membres.

7. Si un membre n'a pas versé intégralement sa contribution au budget administratif dans les quatre mois qui suivent la date à laquelle elle est exigible en vertu du paragraphe 6 du présent article, le Directeur exécutif lui demande d'en effectuer le paiement le plus tôt possible. Si ce membre n'a pas encore versé sa contribution dans les deux mois qui suivent cette demande, il est prié d'indiquer les raisons pour lesquelles il n'a pas pu en effectuer le paiement. S'il n'a toujours pas versé sa contribution sept mois après la date à laquelle elle est exigible, ses droits de vote sont suspendus jusqu'au versement intégral de sa contribution et un intérêt au taux appliqué par la banque centrale du pays hôte est prelevé sur la contribution reçue en retard, a moins que le Conseil, par un vote special, n'en décide autrement.

8. Un membre dont les droits ont été suspendus en application du paragraphe 7 du présent article reste tenu, en particulier, de verser sa contribution.

9. Le solde non dépensé du budget administratif d'une année quelconque est porté au crédit des gouvernements membres et déduit de leurs contributions pour l'année suivante, au prorata du montant initial de celles-ci.

Article 22

Compte spécial

1. Il est institué deux sous-comptes du compte spécial :

a) Le sous-compte des activités préalables aux projets; et

b) Le sous-compte des projets.

2. Toutes les dépenses portées au sous-compte des activités préalables aux projets sont remboursées par imputation sur le sous-compte des projets si les projets sont par la suite approuvés et financés. Si dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent Accord le Conseil n'a pas reçu de fonds pour le sous-compte des activités préalables aux projets, il revoit la situation et prend les mesures nécessaires.

3. Toutes les recettes afférentes à des projets bien identifiables sont portées au compte spécial. Toutes les dépenses relatives à de tels projets, y compris la rémunération et les frais de voyage de consultants et d'experts, sont imputées sur le compte spécial.

4. Le compte spécial peut être financé par les sources suivantes :

a) Le deuxième compte du Fonds commun pour les produits de base;

b) Des institutions financières regionales et internationales, comme le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque africaine de développement, etc.; et

c) Des contributions volontaires.

5. Le Conseil fixe, par un vote spécial, les conditions et modalités selon lesquelles il devrait, au moment opportun et dans les cas appropriés, patronner des projets en vue de leur financement au moyen de prêts, lorsqu'un ou plusieurs membres ont volontairement assumé toutes obligations et responsabilités concernant ces prêts. L'Organisation n'assume aucune obligation dans le cas de tels prêts.

6. Le Conseil peut désigner et parrainer toute entité, avec son assentiment, notamment un membre ou un groupe de membres, qui recevra des prêts pour le financement de projets approuvés et assumera toutes les obligations qui en découlent, étant entendu que l'Organisation se réserve le droit de surveiller l'utilisation des ressources et de suivre l'exécution des projets ainsi financés. Toutefois, l'Organisation n'est pas responsable des garanties données par un membre quelconque ou par d'autres entités.

7. L'appartenance à l'Organisation n'entraîne, pour aucun membre, une quelconque responsabilité à raison des emprunts contractés ou des prêts consentis pour des projets par tout autre membre ou toute autre entité.

8. Si des contributions volontaires sans affectation déterminée sont offertes à l'Organisation, le Conseil peut accepter ces fonds. Les fonds en question peuvent être utilisés pour des activités préalables aux projets, ainsi que pour des projets approuvés.

9. Le Directeur exécutif s'attache à rechercher, aux conditions et selon les modalités que le Conseil peut fixer, un financement adéquat et sûr pour les projets approuvés par le Conseil.

10. Les ressources du compte spécial ne sont utilisées que pour des projets approuvés ou pour des activités préalables aux projets.

11. Les contributions versées pour des projets approuvés déterminés ne sont utilisées que pour les projets auxquels elles étaient initialement destinées, à moins que le Conseil n'en décide autrement avec l'accord du contribuant. Après l'achèvement d'un projet, l'Organisation restitue aux divers contribuants les fonds qui subsistent éventuellement au prorata de la part de chacun dans le total des contributions initialement fournies pour le financement dudit projet, à moins que le contribuant n'accepte qu'il en soit autrement.

12. Le Conseil peut, lorsque cela est approprié, revoir le financement du compte spécial.

CHAPITRE VII - RELATIONS AVEC LE FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE

Article 23

Relations avec le Fonds commun pour les produits de base

L'Organisation tirera pleinement parti des facilités offertes par le Fonds commun pour les produits de base, et pourra notamment, le cas échéant, conclure un accord mutuellement acceptable avec le Fonds commun, conformément aux principes énoncés dans l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base.

CHAPITRE VIII - ACTIVITES OPERATIONNELLES

Article 24

Projets

1. Pour atteindre les objectifs énoncés à l'article premier, le Conseil, de façon continue et conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 14, détermine les projets à entreprendre dans les domaines de la recherche-développement, de la promotion des ventes et de la réduction des coûts, y compris la mise en valeur des ressources humaines, ainsi que les autres projets qu'il peut approuver, prend les dispositions en vue de leur préparation et de leur mise en oeuvre et, pour s'assurer de leur efficacité, suit et contrôle leur exécution et évalue les résultats.

2. Le Directeur exécutif soumet au Comité des projets des propositions concernant les projets visés au paragraphe 1 du présent article. Ces propositions sont communiquées à tous les membres deux mois au moins avant la session du Comité à laquelle elles doivent être examinées. Sur la base de ces propositions, le Comité décide des activités préalables à exécuter. Le Directeur exécutif organise lesdites activités préalables conformément aux règlements que le Conseil adoptera.

3. Les résultats des activités préalables, indiquant notamment le détail des coûts, les avantages éventuels, la durée, le lieu d'exécution et le nom des organismes susceptibles d'être chargés de l'exécution, sont présentés au Comité par le Directeur exécutif, après avoir été communiqués à tous les membres deux mois au moins avant la session du Comité à laquelle ils doivent être examinés.

4. Le Comité examine ces résultats et fait des recommandations au Conseil au sujet des projets.

5. Le Conseil examine ces recommandations et, par un vote spécial, prend une décision au sujet des projets proposés, aux fins de leur financement, conformément à l'article 22 et à l'article 28.

6. Le Conseil décide de l'ordre de priorité des projets.

7. Avant d'approuver un projet sur le territoire d'un membre, le Conseil doit obtenir l'approbation de ce membre.

8. Le Conseil peut, par un vote spécial, cesser de patronner un projet quelconque.

Article 25

Recherche-développement

Les projets de recherche-développement devraient viser notamment :

a) A améliorer la productivité agricole et la qualité des fibres;

b) A améliorer les procédés de fabrication des articles existants et des articles nouveaux;

c) A trouver de nouvelles utilisations finales et améliorer les produits existants;

d) A encourager une transformation plus poussée et quantitativement plus importante du jute et des articles en jute.

Article 26

Promotion des ventes

Les projets de promotion des ventes devraient viser notamment à préserver et élargir les marchés pour les articles existants et à trouver des débouchés pour les articles nouveaux.

Article 27

Réduction des coûts

Les projets relatifs à la réduction des coûts devraient viser notamment, dans la mesure appropriée, à améliorer les procédés et les techniques ayant un rapport avec la productivité agricole et la qualité des fibres, à améliorer les procédés et les techniques ayant un rapport avec le coût de la main-d'oeuvre, le coût des matières et les dépenses en capital dans l'industrie de transformation du jute, et à rassembler et tenir à jour, à l'usage des membres, des renseignements sur les procédés et techniques les plus efficaces qui sont à la disposition de l'industrie du jute.

Article 28

Critères d'approbation des projets

L'approbation des projets par le Conseil sera fondée sur les critères suivants :

a) Les projets doivent être de nature à apporter des avantages, immédiats ou à venir, à plus d'un membre, dont au moins un membre exportateur, et être profitables à l'économie du jute dans son ensemble;

b) Ils doivent être liés au maintien ou à l'expansion du commerce international du jute et des articles en jute;

c) Ils doivent laisser entrevoir des résultats économiques favorables à court ou à long terme en ce qui concerne les coûts;

d) Ils doivent être à la mesure du volume du commerce international du jute et des articles en jute;

e) Ils doivent être de nature à améliorer la compétitivité générale ou les perspectives du marché du jute et des articles en jute.

Article 29

Comité des projets

1. Il est créé un Comité des projets (ci-après dénommé "le Comité") qui est responsable devant le Conseil et travaille sous sa direction générale.

2. Le Comité est ouvert à la participation de tous les membres. Le règlement intérieur, la répartition des voix et la procédure de vote y sont, *mutatis mutandis*, les mêmes qu'au Conseil. Le Comité se réunit normalement deux fois par an. Il peut toutefois, à la demande du Conseil, se réunir plus fréquemment.

3. Les fonctions du Comité sont les suivantes :

a) Examiner et évaluer sur le plan technique les propositions de projets visées à l'article 24,

b) Décider des activités à entreprendre préalablement aux projets; et

c) Faire des recommandations au Conseil au sujet des projets.

CHAPITRE IX - EXAMEN DE QUESTIONS IMPORTANTES CONCERNANT LE JUTE ET LES ARTICLES EN JUTE

Article 30

Stabilisation, concurrence avec les produits synthétiques et autres questions

1. Le Conseil poursuit l'examen des questions relatives à la stabilisation des prix du jute et des articles en jute destinés à l'exportation, ainsi que des approvisionnements, en vue de leur trouver des solutions. A l'issue de cet examen, l'application d'une solution convenue impliquant des mesures qui ne sont pas déjà expressément prévues par le présent Accord exige un amendement au présent Accord conformément à l'article 42.

2. Le Conseil examine les questions se rapportant à la concurrence entre le jute et les articles en jute, d'une part, et les produits synthétiques et produits de remplacement, d'autre part.

3. Le Conseil prend des dispositions pour assurer l'examen suivi des autres questions importantes relatives au jute et aux articles en jute.

CHAPITRE X - STATISTIQUES, ETUDES ET INFORMATION

Article 31

Statistiques, études et information

1. Le Conseil prend toutes dispositions appropriées avec les organismes mentionnés au paragraphe 1 de l'article 14 pour contribuer à ce que des données et informations récentes et fiables soient disponibles sur tous les facteurs touchant le jute et les articles en jute. L'Organisation rassemble, classe et au besoin publie, au sujet de la production, du commerce, de l'offre, des stocks, de la consommation et des prix du jute, des articles en jute, des produits synthétiques et des produits de remplacement, les statistiques qui sont nécessaires au bon fonctionnement du présent Accord.

2. Les membres doivent fournir dans un délai raisonnable toutes statistiques et informations dont la diffusion n'est pas incompatible avec leur législation nationale.

3. Le Conseil fait établir des études sur les tendances et sur les problèmes à court et à long terme de l'économie mondiale du jute.

4. Le Conseil veille à ce qu'aucune des informations publiées ne porte atteinte au secret des opérations des particuliers ou des sociétés qui produisent, traitent ou commercialisent du jute, des articles en jute, des produits synthétiques et des produits de remplacement.

5. Le Conseil prend toutes les mesures jugées nécessaires pour faire connaître le jute et les articles en jute.

Article 32

Rapport annuel et rapport d'évaluation et d'examen

1. Le Conseil publie, dans les six mois qui suivent la fin de chaque campagne agricole du jute, un rapport annuel sur les activités de l'Organisation et tous autres renseignements qu'il juge appropriés.

2. Le Conseil évalue et examine chaque année la situation et les perspectives du jute sur le marché mondial, y compris l'état de la concurrence avec les produits synthétiques et de remplacement, et il informe les membres des résultats de l'examen.

3. L'examen se fait a l'aide des renseignements fournis par les membres sur la production nationale, les stocks, les exportations et importations, la consommation et les prix du jute, des articles en jute et des produits synthétiques et de remplacement, ainsi qu'à l'aide des autres renseignements que le Conseil peut obtenir soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes appropriés des Nations Unies, y compris la CNUCED et la FAO, et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales appropriées.

CHAPITRE XI - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 33

Plaintes et différends

Toute plainte contre un membre pour manquement aux obligations que le présent Accord lui impose et tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sont déférés au Conseil pour décision. Les décisions du Conseil en la matière sont définitives et ont force obligatoire.

Article 34

Obligations générales des membres

1. Pendant la durée du présent Accord, les membres mettent tout en oeuvre et coopèrent pour favoriser la réalisation de ses objectifs et éviter que soient prises des mesures allant à l'encontre desdits objectifs.

2. Les membres s'engagent à accepter d'être liés par les décisions que le Conseil prend en vertu des dispositions du présent Accord et veillent à s'abstenir d'appliquer des mesures qui auraient pour effet de limiter ou de contrecarrer ces décisions.

3. La responsabilité des membres découlant du fonctionnement du présent Accord, que ce soit envers l'Organisation ou envers des tierces parties, est limitée à leurs seules obligations concernant les contributions en conformité du chapitre VI.

Article 35

Dispenses

1. Quand des circonstances exceptionnelles ou des raisons de force majeure qui ne sont pas expressément envisagées dans le présent Accord l'exigent, le Conseil peut, par un vote spécial, dispenser un membre d'une obligation prescrite par le présent Accord si les explications données par ce membre le convainquent quant aux raisons qui l'empêchent de respecter cette obligation.

2. Quand il accorde une dispense à un membre en vertu du paragraphe 1 du présent article, le Conseil précise les modalités, les conditions, la durée et les motifs de cette dispense.

Article 36

Mesures différenciées et correctives

1. Les membres en développement importateurs dont les intérêts sont lésés par des mesures prises en application du présent Accord peuvent s'adresser au Conseil pour des mesures différenciées et correctives appropriées. Le Conseil envisage de prendre des mesures appropriées conformément à la section III, paragraphes 3 et 4, de la résolution 93 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

2. Sans préjudice des intérêts des autres membres exportateurs, le Conseil, dans toutes ses activités, prend spécialement en considération les besoins d'un pays exportateur particulier figurant parmi les pays les moins avancés.

CHAPITRE XII - DISPOSITIONS FINALES

Article 37

Signature, ratification, acceptation et approbation

1. Le présent Accord sera ouvert à la signature des gouvernements invités à la Conférence des Nations Unies sur le jute et les articles en jute, 1989, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 1er janvier 1990 au 31 décembre 1990 inclus.

2. Tout gouvernement visé au paragraphe 1 du présent article peut :

a) Au moment de la signature du présent Accord, déclarer que par cette signature il exprime son consentement à être lié par le présent Accord;

b) Après la signature du présent Accord, le ratifier, l'accepter ou l'approuver par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du dépositaire.

Article 38

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné comme dépositaire du présent Accord.

Article 39

Notification d'application à titre provisoire

1. Un gouvernement signataire qui a l'intention de ratifier, d'accepter ou d'approuver le présent Accord, ou un gouvernement pour lequel le Conseil a fixé des conditions d'adhésion mais qui n'a pas encore pu déposer son instrument, peut à tout moment notifier au dépositaire qu'il appliquera le présent Accord à titre provisoire soit quand celui-ci entrera en vigueur conformément à l'article 40, soit, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée. En faisant sa notification à cet effet, le gouvernement intéressé se déclare membre exportateur ou membre importateur.

2. Un gouvernement qui a notifié conformément au paragraphe 1 du présent article qu'il appliquera le présent Accord quand celui-ci entrera en vigueur ou, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée, est dès lors membre de l'Organisation à titre provisoire jusqu'à ce qu'il dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion et devienne ainsi membre.

Article 40

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entrera en vigueur à titre définitif le 1er janvier 1991 ou à toute date ultérieure si, à cette date, trois gouvernements totalisant au moins 85 % des exportations nettes indiquées à l'annexe A du présent Accord et 20 gouvernements totalisant au moins 65 % des importations nettes indiquées à l'annexe B du présent Accord ont signé le présent Accord conformément au paragraphe 2 a) de l'article 37, ou ont déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Le présent Accord entrera en vigueur à titre provisoire le 1er janvier 1991 ou à toute date ultérieure si, à cette date, trois gouvernements totalisant au moins 85 % des exportations nettes indiquées à l'annexe A du présent Accord et 20 gouvernements totalisant au moins 65 % des importations nettes indiquées à l'annexe B du présent Accord ont signé le présent Accord conformément au paragraphe 2 a) de l'article 37, ou ont déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou ont notifié au dépositaire, en vertu de l'article 39, qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire.

3. Si les conditions d'entrée en vigueur prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 du présent article ne sont pas remplies le 1er janvier 1991, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invitera les gouvernements qui auront signé le présent Accord conformément au paragraphe 2 a) de l'article 37, ou qui auront déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou qui lui auront notifié qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire, à se réunir le plus tôt possible et à décider de mettre le présent Accord en vigueur entre eux, à titre provisoire ou définitif, en totalité ou en partie. Pendant que le présent Accord sera en vigueur à titre provisoire en vertu du présent paragraphe, les gouvernements qui auront décidé de le mettre en vigueur entre eux à titre provisoire, en totalité ou en partie, seront membres à titre provisoire. Ces gouvernements pourront se réunir pour réexaminer la situation et décider si le présent Accord entrera en vigueur entre eux à titre définitif, s'il restera en vigueur à titre provisoire ou s'il cessera d'être en vigueur.

4. Si un gouvernement dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du présent Accord, celui-ci entrera en vigueur pour ledit gouvernement à la date de ce dépôt.

5. Le Directeur exécutif convoquera la première session du Conseil aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 41

Adhésion

1. Les gouvernements de tous les Etats peuvent adhérer au présent Accord aux conditions que le Conseil détermine et qui comprennent un délai pour le dépôt des instruments d'adhésion. Le Conseil peut toutefois accorder une prorogation aux gouvernements qui ne peuvent pas déposer leur instrument d'adhésion dans le délai fixé.

2. L'adhésion se fait par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire.

Article 42

Amendements

1. Le Conseil peut, par un vote spécial, recommander aux membres un amendement au présent Accord.

2. Le Conseil fixe la date à laquelle les membres doivent notifier au dépositaire qu'ils acceptent l'amendement.

3. Tout amendement entre en vigueur 90 jours après que le dépositaire a reçu des notifications d'acceptation de membres constituant au moins les deux tiers des membres exportateurs et totalisant au moins 85 % des voix des membres exportateurs, et de membres constituant au moins les deux tiers des membres importateurs et totalisant au moins 85 % des voix des membres importateurs.

4. Après que le dépositaire a informé le Conseil que les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ont été satisfaites, et nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article relatives à la date fixée par le Conseil, tout membre peut encore notifier au dépositaire qu'il accepte l'amendement, à condition que cette notification soit faite avant l'entrée en vigueur de l'amendement.

5. Tout membre qui n'a pas notifié son acceptation d'un amendement à la date à laquelle ledit amendement entre en vigueur cesse d'être partie au présent Accord à compter de cette date, à moins qu'il n'ait prouvé au Conseil qu'il n'a pas pu accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés rencontrées pour mener à terme sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle et que le Conseil ne décide de prolonger le délai d'acceptation pour ledit membre. Ce membre n'est pas lié par l'amendement tant qu'il n'a pas notifié qu'il l'accepte.

6. Si les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ne sont pas satisfaites à la date fixée par le Conseil conformément au paragraphe 2 du présent article, l'amendement est réputé retiré.

Article 43

Retrait

1. Tout membre peut se retirer du présent Accord à tout moment après entrée en vigueur de celui-ci, en notifiant son retrait par écrit au dépositaire. Il informe simultanément le Conseil de la décision qu'il a prise.

2. Le retrait prend effet 90 jours après que le dépositaire en a reçu notification.

Article 44

Exclusion

Si le Conseil conclut qu'un membre a manqué aux obligations que le présent Accord lui impose et qu'il décide en outre que ce manquement entrave sérieusement le fonctionnement du présent Accord, il peut, par un vote spécial, exclure ce membre du présent Accord. Le Conseil en donne immédiatement notification au dépositaire. Ledit membre cesse d'être partie au présent Accord un an après la date de la décision du Conseil.

Article 45

Liquidation des comptes des membres qui se retirent ou sont exclus ou des membres qui ne sont pas en mesure d'accepter un amendement

1. Conformément au présent article, le Conseil procède à la liquidation des comptes d'un membre qui cesse d'être partie au présent Accord en raison :

a) De la non-acceptation d'un amendement au présent Accord en application de l'article 42;

b) Du retrait du présent Accord en application de l'article 43; ou

c) De l'exclusion du présent Accord en application de l'article 44.

2. Le Conseil garde toute contribution versée au compte administratif par un membre qui cesse d'être partie au présent Accord.

3. Un membre qui a reçu en remboursement un montant approprié en application du présent article n'a droit à aucune part du produit de la liquidation de l'Organisation ni de ses autres avoirs. Il ne peut lui être imputé non plus aucun déficit éventuel de l'Organisation après que le remboursement a été effectué.

Article 46

Durée, prorogation et fin de l'Accord

1. Le présent Accord restera en vigueur pendant une période de cinq ans à compter de la date de son entrée en vigueur, à moins que le Conseil ne décide, par un vote spécial, de le proroger, de le renégocier ou d'y mettre fin conformément aux dispositions du présent article.

2. Le Conseil peut, par un vote spécial, décider de proroger le présent Accord pour un maximum de deux périodes de deux années chacune.

3. Si, avant l'expiration de la période de cinq ans visée au paragraphe 1 du présent article, ou avant l'expiration d'une période de prorogation visée au paragraphe 2 du présent article, selon le cas, un nouvel accord destiné à remplacer le présent Accord a été négocié mais n'est pas encore entré en vigueur à titre provisoire ou définitif, le Conseil peut, par un vote spécial, proroger le présent Accord jusqu'à l'entrée en vigueur à titre provisoire ou définitif du nouvel accord.

4. Si un nouvel accord est négocié et entre en vigueur alors que le présent Accord est en cours de prorogation en vertu du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 du présent article, le présent Accord, tel qu'il a été prorogé, prend fin au moment de l'entrée en vigueur du nouvel accord.

5. Le Conseil peut à tout moment, par un vote spécial, décider de mettre fin au présent Accord avec effet à la date de son choix.

6. Nonobstant la fin du présent Accord, le Conseil continue d'exister pendant une période ne dépassant pas 18 mois pour procéder à la liquidation de l'Organisation, y compris la liquidation des comptes et, sous réserve des décisions pertinentes à prendre par un vote spécial, il a pendant ladite période les pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être nécessaires à ces fins.

7. Le Conseil notifie au dépositaire toute décision prise en vertu du présent article.

Article 47

Réserves

Aucune réserve ne peut être faite en ce qui concerne l'une quelconque des dispositions du présent Accord.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures sous le présent Accord aux dates indiquées.

Fait à Genève, le trois novembre mil neuf cent quatre-vingt-neuf, les textes du présent Accord en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe faisant également foi.

ANNEXE A

Part de chaque pays exportateur dans le total des exportations nettes de jute et d'articles en jute des pays participant à la Conférence des Nations Unies sur le jute et les articles en jute, 1989, telle qu'elle a été établie aux fins de l'article 40

		Pourcentages
Bangladesh		61.578
Chine		8.681
Inde		18.869
Népal		1.703
Thaïlande		9.169
	Total	100.000

ANNEXE B

Part de chaque pays importateur et groupe de pays importateurs dans le total des importations nettes de jute et d'articles en jute des pays participant à la Conférence des Nations Unies sur le jute et les articles en jute, 1989, telle qu'elle a été établie aux fins de l'article 40

		Pourcentages
Algérie		1.443
Argentine		0.363
Australie		6.905
Autriche		0.143
Canada		1.311
Communauté économique européenne		24.008
Allemagne, République fédérale d'	3.128	
Belgique-Luxembourg	6.200	
Danemark	0.242	
Espagne	1.421	
France	1.949	
Grèce	0.330	
Irlande	0.363	
Italie	1.399	
Pays-Bas	2.434	
Portugal	0.275	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	6.267	
Egypte */		2.390
Etats-Unis d'Amérique		14.097
Finlande		0.077
Indonésie		2.269
Japon		6.542
Maroc		0.815
Norvège		0.055
Pakistan		12.974
Philippines		0.066
Pologne */		1.795
République arabe syrienne		3.943
Suède		0.044
Suisse		0.198
Turquie		1.718
Union des Républiques socialistes soviétiques		17.610
Yougoslavie */		1.234
	Total	100.000

---

*/ Pays non participant à la Conférence mais inclus dans l'annexe parce qu'il est membre importateur de l'Organisation internationale du jute.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ACCORDO INTERNAZIONALE DEL 1989 SULLA JUTA E SUI PRODOTTI DI JUTA

PREAMBOLO

Le parti al presente Accordo
Richiamando la Dichiarazione ed il Programma di Azione relativo alla instaurazione di un nuovo ordine economico internazionale (1);
Richiamando le risoluzioni 93(IV), 124(V)e 155 (VI), relative al Programma integrato per i prodotti di base che la Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo ha adottato nella sua quarta, quinta e sesta sessione ed il capitolo II, sezione B dell'Atto finale della settima sessione della Conferenza,
Richiamando inoltre il nuovo programma sostanziale di azione per gli anni 80 a favore dei paesi meno progrediti ed in particolare il suo paragrafo 82 (2);
Riconoscendo l'importanza della juta e degli articoli di juta per l'economia di vari paesi in via di sviluppo esportatori,
Considerando che una stretta cooperazione internazionale alla soluzione dei problemi posti da questo prodotto di base favorirà lo sviluppo economico dei paesi esportatori e rafforzerà la cooperazione economica tra paesi esportatori ed importatori,
Considerando che l'Accordo internazionale del 1982 sulla juta e gli articoli di juta ha contribuito a questa cooperazione tra paesi esportatori e importatori,
Hanno convenuto quanto segue

1/ Risoluzioni 3201(S-VI) e 3202(S-VI) dell'Assemblea generale del 1 maggio 1974.

2/ Vedere Rapporto della Conferenza delle Nazioni Unite sui paesi meno progrediti (pubblicazione delle Nazioni Unite, Numero di vendita: F.82.I.8), prima parte, sezione A

CAPITOLO PRIMO - OBIETTIVI

Articolo primo

Obiettivi

Nell'interesse delle due categorie di membri esportatori ed importatori al fine di conseguire gli obiettivi pertinenti adottati dalla Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo nelle sue risoluzioni 93 (IV), 124(V) e 155 (VI), relative al programma integrato per i prodotti di base, ed in considerazione della risoluzione 98(IV) e della sezione B del capitolo II dell'Atto finale della settima sessione della Conferenza, gli obiettivi dell'Accordo internazionale del 1989 sulla juta e gli articoli di juta in appresso denominato" il presente Accordo") sono:

a) di offrire un quadro efficace per la cooperazione e le consultazioni tra i membri esportatori ed i membri importatori per quanto riguarda lo sviluppo dell'economia della juta;

b)di favorire l'espansione e la diversificazione del commercio internazionale della juta e degli articoli di juta;

c) di migliorare le caratteristiche strutturali del mercato della juta;

d) di dare all'ambiente tutto lo spazio necessario nelle attività della Organizzazione, dando in particolar modo consapevolezza dei vantaggi dell'utilizzazione della juta in quanto prodotto naturale;

e) di rafforzare la competitività della juta e degli articoli di juta;

f) di preservare e di allargare i mercati esistenti e di istituire nuovi mercati della juta e degli articoli di juta;

g) di migliorare l'informazione sul mercato in vista di assicurare una maggiore trasparenza del mercato internazionale della juta;

h) di mettere a punto nuove utilizzazioni finali della juta ed in particolare di nuovi articoli di juta in vista di incrementare la domanda di juta;

i) di incoraggiare una trasformazione più avanzata e quantitativamente più importante della juta e degli articoli della juta sia nei paesi importatori che nei paesi esportatori;

j) di incrementare la produzione della juta in vista soprattutto di migliorare i rendimenti e la qualità nell'interesse dei paesi importatori e dei paesi esportatori;

k) di accrescere la produzione di articoli di juta, in vista soprattutto di migliorare la qualità di questi articoli e di ridurre i costi di produzione;

1) di accrescere il volume della produzione, delle esportazioni ed importazioni di juta e di articoli di juta in modo da soddisfare alle esigenze della domanda mondiale e dell'approvvigionamento.

2. Gli obiettivi enunciati al paragrafo 1 del presente articolo dovrebbero essere conseguiti in particolar modo con i seguenti mezzi:

a) progetti di ricerca-sviluppo, di promozione delle vendite e di riduzione dei costi, compresa la valorizzazione delle risorse umane;

b) Raccolta e diffusione di informazioni relative alla juta ed agli articoli di juta, ed in particolare di informazioni sul mercato;

c) esame dei problemi importanti concernenti la juta e gli articoli di juta, come la questione della stabilizzazione dei prezzi e degli approvigionamenti e quella della concorrenza con i prodotti sintetici ed i prodotti di sostituzione ;

d)Realizzazione di studi sulle tendenze suscitate dai problemi a breve e lungo termine dell'economia mondiale della juta.

CAPITOLO II. DEFINIZIONI

Articolo 2

Definizioni

Ai fini del presente Accordo:

1) Per "juta " si deve intendere la juta grezza, il kenaf e le altre fibre affini- compresa l'Urena lobata, l'Abutilon avicennae e la Cephalonema polyandrum;

2) per "articoli di juta" si devono intendere i prodotti fabbricati nella loro totalità o quasi-totalità con la juta, oppure i prodotti il cui elemento il più importante, in peso, è la juta;

3) Per "membro" si deve intendere un governo oppure una organizzazione intergovernativa di cui all'articolo 5, che ha accettato di essere vincolata dal presente Accordo a titolo provvisorio o definitivo;

4) Per "membro esportatore" si deve intendere un membro che esporta più juta ed articoli di juta di quanti ne importa e che si è dichiarato "membro esportatore";

5) Per "membro importatore" si deve intendere un membro che importa più juta ed articoli di juta di quanto ne esporta e che si è dichiarato membro importatore;

6) Per "Organizzazione" si deve intendere l'Organizzazione internazionale della juta istituita in conformità all'art.3;

7) Per "Consiglio" si deve intendere il Consiglio internazionale della juta istituita in conformità con l'articolo 6;

8) Per "voto speciale" si deve intendere un voto che richiede almeno i due terzi dei voti espressi dai membri esportatori presenti e votanti ed i due terzi almeno dei voti espressi dai membri importatori presenti e votanti, conteggiati separatamente, alla condizione che tali voti siano espressi con la maggioranza dei membri esportatori e da almeno quattro membri importatori presenti e votanti;

9) Per "voto a maggioranza semplice ripartita" si deve intendere un voto che richiede più della metà del totale dei voti espressi dai membri esportatori presenti e votanti e più della metà del totale dei voti espressi dai membri importatori presenti e votanti, conteggiati separatamente.I voti richiesti per i membri esportatori devono essere espressi dalla maggioranza dei membri esportatori presenti e votanti;

10) Per "esercizio" si deve intendere il periodo che va dal 1 luglio al 30 giugno incluso;

11) Per "campagna agricola della juta" si deve intendere il periodo che va dal 1 luglio al 30 giugno incluso;

12)Per "Governo ospite" si deve intendere il govenro del paese dove si trova la sede dell'Organizzazione;

13) Per "esportazioni di juta" o "esportazioni di articoli di juta" si devono intendere la juta ovvero gli articoli di juta che escono dal territorio doganale di un membro e, "per importazione di juta" oppure "importazioni di articoli di juta", la juta oppure gli articoli di juta che entrano sul territorio doganale di un membro rimanendo inteso che ai fini delle presenti definizioni il territorio doganale di un membro che si compone di più territori doganali è considerato come essendo costituito dai suoi territori doganali combinati:

14) Per "valute liberamente utilizzabili" si deve intendere il marco tedesco, il dollaro degli Stati Uniti,il franco francese, la libbra sterlina e lo yen giapponese nonchè ogni altra valuta eventualmente designata da una organizzazione monetaria internazionale competente, come essendo di fatto correntemente utilizzata per effettuare pagamenti a titolo di transazioni internazionali e correntemente scambiata sui principali mercati dei cambi.

CAPITOLO III. ORGANIZZAZIONE E AMMINISTRAZIONE

Articolo 3
Sede, struttura e mantenimento dell'Organizzazione internazionale della Juta

1.L'Organizzazione internazionale della juta, creata dall'Accordo internazionale del 1982 sulla juta e gli articoli di juta, continua ad esistere per assicurare l'attuazione delle

disposizioni del presente Accordo e sovraintendere al suo funzionamento.

2. L'organizzazione esercita le sue funzioni tramite il Consiglio internazionale della juta e del Comitato dei progetti, organi permanenti, nonché del Direttore esecutivo e del personale. Il Consiglio può, per mezzo di una votazione speciale e per fini determinati creare comitati e gruppi di lavoro con un mandato espressamente determinato.

3. L'Organizzazione ha la propria sede a Dacca (Bangladesh)

4. La sede dell'Organizzazione è situata in ogni tempo sul territorio di un membro.

Articolo 4
Membri dell'Organizzazione

1. Sono istituite due categorie di membri dell'Organizzazione, e cioè:

a) I membri esportatori;
b) i membri importatori.

2. Un membro può cambiare categoria alle condizioni stabilite dal Consiglio.

Articolo 5
Partecipazione di organizzazioni intergovernative

1. Ogni riferimento fatto nel presente Accordo a "governi" sarà considerato come essendo valido anche per la Comunità economica europea e per ogni altra organizzazione intergovernativa avente responsabilità per la negoziazione, la stipula e l'attuazione di accordi internazionali, in particolare accordi concernenti i prodotti di base. Di conseguenza ogni menzione nel presente Accordo della firma, ratifica, accettazione o approvazione, ovvero della notifica di applicazione provvisoria, o adesione, sarà considerata, nei casi di tali organizzazioni intergovernative, come essendo valida anche per la firma, la ratifica, l'accettazione o l'approvazione ovvero per la notifica di applicazione provvisoria o per l'adesione di queste organizzazioni intergovernative.

2. In caso di voto su questioni di loro competenza, tali organizzazioni intergovernative dispongono di un numero di voti pari al numero totale di voti attribuibili ai loro Stati membri in conformità con l'articolo 10. In tal caso gli Stati membri di tali oreganizzazioni intergovernative non sono autorizzate ad esercitare i loro diritti di voto individuali.

CAPITOLO IV - CONSIGLIO INTERNAZIONALE DELLA JUTA

Articolo 6
Composizione del Consiglio Internazionale della Juta

1. L'Autorità suprema dell'Organizzazione è il Consiglio internazionale della Juta, costituito dai tutti i membri dell'Organizzazione.

2. Ciascun membro è rappresentato al Consiglio da un solo rappresentante e può designare supplenti e consiglieri per assistere alle sessioni del Consiglio.

3. Un supplente è abilitato ad agire ed a votare a nome del rappresentante in assenza di quest'ultimo o in circostanze eccezionali.

Articolo 7
Poteri e funzioni del Consiglio

1. Il Consiglio esercita tutti i poteri e adempie, ovvero vigila sull'adempimento di tutte le funzioni necessarie all'applicazione del presente Accordo.

2. Ilo Consiglio, con voto speciale adotta i regolamenti necessari all'applicazione delle disposizioni del presente Accordo, compatibili con queste ultime, in particolare il suo regolamento interno, il regolamento finanziario dell'Organizzazione e lo statuto del personale. Tale regolamento finanziario contiene disposizioni applicabili in particolare alle entrate ed uscite di fondo del conto amministrativo e del conto speciale. Il Consiglio, nel suo regolamento interno, può prevedere una procedura che gli consente di adottare decisioni , senza riunirsi, su questioni specifiche.

3. Il Consiglio tiene gli archivi di cui necessita per esercitare le funzioni che gli sono conferite dal presente Accordo.

Articolo 8
Presidente e Vice-presidente del Consiglio

1. Il Consiglio, elegge, per ciascun anno che corrisponde alla campagna agricola della iuta, un Presidente ed un Vice-Presidente che non sono rimunerati dall'Organizzazione.

2. Il Presidente d il Vice-Presidente sono eletti, l'uno tra i rappresentanti dei membri esportatori, l'altro tra quelli dei membri importatori. La presidenza e la vice-presidenza sono assegnate a turno a ciascuna delle due categorie di membri per un anno, rimanendo inteso tuttavia che tale alternanza non impedisce la rielezione in circostanze eccezionali del Presidente o del Vice-Presidente, oppure dell'uno o dell'altro, qualora il Consiglio cosi' decida per mezzo di un voto speciale.

3, In caso di assenza temporanea del Presidente, il Vice-presidente è incaricato in sua vece della presidenza. In caso di assenza temporanea concomitante del Presidente e del vice presidente, oppure in caso di assenza permanente dell'uno o dell'altro o di entrambi, il Consiglio può eleggere nuovi titolari di queste funzioni tra i rappresentanti dei membri esportatori e/o tra i rappresentanti dei membri importatori, a seconda dei casi, a titolo provvisorio o permanente.

Articolo 9

Sessione del Consiglio

1. In linea di massima il Consiglio si riunisce semestralmente in sessione ordinaria, nell' anno corrispondente alla campagna agricola della juta.

2. Il Consiglio si riunisce in sessione straordinaria qualora decida in tal modo oppure se ha ricevuto una richiesta in tal senso:

a) dal Direttore esecutivo, agente di comune accordo con il Presidente del Consiglio; oppure

b) da una maggioranza dei membri esportatori ovvero da una maggioranza dei membri importatori; oppure

c) da membri che detengono almeno 500 voti.

3. Le sessioni del Consiglio si svolgono presso la sede dell'Organizzazione, a meno che il Consiglio non decida diversamente con votazione speciale. Se, dietro invito di un membro, il Consiglio si riunisce altrove membro, il Consigli dell'Organizzazione, tale membro si assumerà le spese supplementari che ne risultano, e concederà privilegi ed immunità analoghi a quelli previsti da conferenze internazionali simili.

4. Il Direttore esecutivo annuncia le sessioni ai membri e fa loro pervenire l'ordine del giorno , nonchè la documentazione ivi menzionata , con almeno 30 giorni di anticipo, salvo in casi di urgenza, per i quali il preavviso sarà di almeno sette giorni.

Articolo 10

Ripartizione dei voti

1. I membri esportatori detengono congiuntamente 1 000 voti ed i membri importatori detengono congiuntamente 1 000 voti.

2. I voti dei membri esportatori sono ripartiti come segue: 150 voti sono divisi in parti uguali tra tutti i membri esportatori, la cifra essendo arrotondata al numero intero più vicino per ciascun membro; la rimanenza dei voti è ripartita proporzionalmente al volume medio delle loro esportazioni nette di juta e di articoli di juta per le tre precedenti campagne agricole di juta, sotto riserva che nessun membro esportatore detenga più di 450 voti. I voti in eccedenza del massimo vengono ripartiti tra tutti i membri esportatori che detengono meno di 250 voti ciascuno , proporzionalmente alla loro quota di transazioni.

3. I voti dei membri importatori sono ripartiti come segue: ciascun membro importatore detiene inizialmente un massimo di cinque voti, rimanendo inteso che il numero totale dei voti iniziali cosi' detenuti non può superare 150 voti. La rimanenza dei voti è ripartita in proporzione al volume annuo medio delle loro importazioni nette di juta e di articoli di juta per un periodo di tre anni, avente inizio quattro anni civili prima della ripartizione dei voti.

4. Il Consiglio suddivide i voti per ogni esercizio, all'inizio della prima sessione dell'esercizio, in conformità con le

disposizioni del presente articolo. Questa ripartizione rimane in vigore per il periodo rimanente dell'esercizio, sotto riserva delle disposizioni del paragrafo 5 del presente articolo.

5. Quando la composizione dell'Organizzazione cambia oppure quando il diritto di voto di un membro è sospeso o ristabilito in applicazione di una disposizione del presente Accordo, il Consiglio procede ad una nuova ripartizione dei voti all'interno della categoria o delle categorie di membri in causa, in conformità con le disposizioni del presente articolo. Il Consiglio fissa la data alla quale la nuova ripartizione avrà effetto.

6. Non può esservi un frazionamento dei voti.

7. Quando si arrotonda al numero intero più vicino, ogni frazione inferiore a 0,5 è arrotondata al numero intero immediatamente inferiore ed ogni frazione superiore o uguale a 0,5 è arrotondata al numero intero immediatamente superiore.

Articolo 11
Procedura di voto al Consiglio

1. Ciascun membro dispone, per il voto, del numero di voti in suo possesso e nessun membro può dividere i suoi voti. Tuttavia, un membro non è tenuto ad esprimere, nello stesso senso dei suoi voti, quelli che è autorizzato ad utilizzare in virtù del paragrafo 2 del presente articolo.

2. Per mezzo di notifica scritta indirizzata al Presidente del Consiglio, ogni membro esportatore può autorizzare ogni altro membro esportatore, ed ogni membro importatore può autorizzare ogni altro membro importatore a rappresentare i suoi interessi esercitare il suo diritto di voto ad ogni seduta o sessione del Consiglio.

3. Un membro autorizzato da un altro membro ad utilizzare i voti che tale altro membro detiene in virtù dell'articolo 10 utilizza questi voti in conformità con le istruzioni di detto membro.

4. Se un membro si astiene, si riterrà che non ha utilizzato i suoi voti.

Articolo 12
Decisioni e Raccomandazioni del Consiglio

1. Il Consiglio si sforza di adottare tutte le sue decisioni e di formulare tutte le sue raccomandazioni per via di consenso. Qualora un consenso non possa essere raggiunto, tutte le decisioni del Consiglio vengono adottate e tutte le raccomandazioni formulate per mezzo di un voto a maggioranza semplice ripartita, a meno che il presente Accordo non preveda un voto speciale.

2. Se un membro invoca le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 11 ed i suoi voti sono utilizzati in una seduta del Consiglio, questo membro è considerato ai fini del paragrafo 1 del presente articolo come presente e votante.

3. Tutte le decisioni e raccomandazioni del Consiglio devono essere compatibili con le disposizioni del presente Accordo.

Articolo 13
Quorum al Consiglio

1. Il quorum richiesto per ogni seduta del Consiglio è costituito dalla presenza della maggioranza dei membri esportatori e della maggioranza dei membri importatori, sotto riserva che i membri cosi' presenti detengano almeno i due terzi del totale dei voti in ciascuna delle due categorie.

2. Se il quorum definito al paragrafo 1 del presente articolo non è raggiunto nè durante il giorno stabilito per la sessione, nè l'indomani, il quorum sarà costituito il terzo giorno ed i giorni successivi dalla presenza della maggioranza dei membri esportatori e dalla maggioranza dei membri importatori, sotto riserva che questi membri detengano la maggioranza del totale dei voti in ciascuna delle due categorie.

3. Ogni membro rappresentato in conformità con il paragrafo 2 dell'articolo 11 è considerato come presente.

Articolo 14
Cooperazione con altri organismi

1. Il Consiglio adotta ogni adeguata disposizione ai fini della consultazione ovvero della cooperazione con l'Organizzazione delle Nazioni Unite, le sue istituzioni specializzate come l'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura e l'Organizzazione delle Nazioni Unite per lo sviluppo industriale ed i suoi organismi sussidiari come la Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo, il Programma delle Nazioni Unite per lo sviluppo, il Centro del commercio internazionale UNCTAD/GATT ed il Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente, nonché con altri organismi intergovernativi e organizzazioni non governative come opportuno.

2. L'Organizzazione utilizza, in tutta la misura del possibile, le agvolazioni, servizi e conoscenze specializzate degli organismi menzionati al paragrafo 1 del presente articolo, al fine di evitare l'accavallamento degli sforzi realizzati per conseguire gli obiettivi del presente Accordo e rafforzare la complementarietà e l'efficacità delle sue attività.

3. Il Consiglio, in considerazione del particolare ruolo dell'UNCTAD nel settore del commercio internazionale dei prodotti di base, tiene al corrente l'Organizzazione, come opportuno, riguardo alle sue attività e programmi di lavoro.

Articolo 15
Ammissione di osservatori

Il Consiglio può invitare ogni paese non membro, oppure ogni organismo di cui all'articolo 14 , relativo

al commercio internazionale della juta e degli articoli di juta o dell'industria della juta ad assistere in qualità di osservatore ad una qualunque delle riunioni del Consiglio.

Articolo 16
Il Direttore Esecutivo ed il Personale

1. Il Consiglio nomina il Direttore esecutivo con voto speciale.

2. Le modalità e le condizioni di assunzione del Direttore esecutivo sono stabilite in conformità con il regolamento interno del Consiglio.

3. Il Direttore esecutivo è il massimo funzionario dell'Organizzazione; esso è responsabile dinanzi al Consiglio dell'amministrazione e del funzionamento del presente Accordo in conformità con le decisioni del Consiglio.

4. Il Direttore esecutivo nomina il personale in conformità con il regolamento stabilito dal Consiglio
stabilisce l'organico del personale dei quadri superiori della categoria di amministratori e della categoria dei servizi generali che il Direttore esecutivo è autorizzato a nominare.Ogni modifica del numero delle cariche è decisa dal Consiglio con voto speciale.Il personale è responsabile dinanzi al Direttore esecutivo.

5. Nè il Direttore esecutivo, nè alcun membro del personale devono avere interessi finanziari nell'industria o nel commercio della juta nè in attività commerciali connesse.

6. Nell'esercizio delle loro funzioni, il Direttore esecutivo e gli altri membri del personale non sollecitano nè accettano istruzioni da alcun membro nè da alcuna autorità esterna all'Organizzazione. Essi si astengono da ogni atto incompatibile con la loro situazione di funzionari internazionali responsabili in ultima istanza dinnanzi al Consiglio. Ciascun membro dell'Organizzazione deve rispettare il carattere esclusivamente internazionale delle responsabilità del Direttore esecutivo e degli altri membri del personale e non cercare di influenzarli nell'esercizio delle loro responsabilità.

CAPITOLO V- PRIVILEGI ED IMMUNITA'

Articolo 17
Privilegi ed immunità

1. L'Organizzazione ha personalità giuridica. Essa ha in particolare capacità di stipulare di acquistare e di cedere beni mobili ed immobili e di stare in giudizio.

2. L'Organizzazione continua a funzionare in conformità con l'Accordo di sede concluso con il Governo ospite (che è il Governo del Bangladesh, paese dove ha la sua sede). L'Accordo di sede con il Governo ospite concerne in particolare lo statuto, i privilegi e le immunità dell'Organizzazione del suo Direttore esecutivo

del suo personale e dei suoi esperti nonché delle delegazioni dei membri che sono normalmente necessarie all'esercizio delle loro funzioni.

3. Se la sede dell'Organizzazione è trasferita in un altro paese che è membro dell'Organizzazione, questo membro stipula il prima possibile, con l'Organizzazione, un accordo di sede che deve essere approvato dal Consiglio.

4. In attesa della conclusione dell'Accordo di sede di cui al paragrafo 3 del presente articolo, l'Organizzazione domanda al Governo ospite di esonerare dalle imposte, entro i limiti della sua legislazione nazionale, gli emolumenti corrisposti dall'Organizzazione al suo personale nonché gli averi, redditi ed altri beni dell'Organizzazione.

5. L'Organizzazione può concludere con uno o più paesi, accordi che devono essere approvati dal Consiglio, relativi ai privilegi ed alle immunità che possono essere necessari ad una corretta attuazione del presente Accordo.

6. L'Accordo di Sede è indipendente dal presente Accordo. Tuttavia esso ha fine:

a) Per reciproco consenso del Governo ospite e dell'Organizzazione;

b) Se la sede dell'Organizzazione è trasferita fuori dal territorio del Governo ospite; oppure

c) se l'Organizzazione cessa di esistere.

CAPITOLO VI -DISPOSIZIONI FINANZIARIE

Articolo 18

Conti finanziari

1. Sono istituiti due conti:
a) il conto amministrativo;
b) il conto speciale.

2. Il Direttore esecutivo è responsabile della gestione di tali conti ed il Consiglio prevede le disposizioni necessarie nel suo regolamento interno.

Articolo 19
Modalità di pagamento

1. I contributi sul conto amministrativo possono essere pagati in valute liberamente utilizzabili e non sono soggetti a restrizioni di cambio.

2. I contributi sul conto speciale possono essere pagati in valute liberamente utilizzabili e non sono soggetti a restrizioni di cambio.

3. Il Consiglio puo' anche decidere di accettare contributi nel conto speciale sotto altre forme, ivi compreso sotto forma di materiale o di mano d'opera scientifica e tecnica, in base alle esigenze dei progetti approvati.

Articolo 20
Revisione e Pubblicazione dei conti

1. Il Consiglio nomina revisori dei conti incaricati di rivedere i libri contabili.

2. Un prospetto del conto amministrativo e del conto speciale verificato da revisori indipendenti, è messo a disposizione dei membri il prima possibile dopo la fine di ogni anno corrispondente ad una campagna agricola della juta ma non oltre sei mesi dopo questa data ed il Consiglio lo esamina in vista della sua approvazione nella sessione successiva, come opportuno. E' poi pubblicato un compendio dei conti e del bilancio riveduti.

Articolo 21
Conto amministrativo

1.Le spese necessarie per l'amministrzione del presente Accordo sono imputate sul conto amministrativo e sono coperte per mezzo di contributi annuali versati dai membri in conformità con le loro rispettive procedure costituzionali ed istituzionali e calcolate in conformità ai paragrafi 3,4 e 5 del presente articolo.

2. Le spese delle delegazioni al Consiglio, al Comitato dei progetti ed ai comitati e gruppi di lavoro di cui al paragrafo 2 dell'articolo 3 sono a carico dei membri interessati. Se un membro richiede servizi particolari all'Organizzazione il Consiglio domanda a questo membro di prendere a suo carico le spese corrispondenti a questi servizi.

3. Nel secondo semestre di ciascun esercizio, il Consiglio approva il bilancio amministrativo dell'Organizzazione per l'esercizio successivo e calcola il contributo di ciascun membro a questo bilancio.

4. Per ciascun esercizio, il contributo di ciascun membro al bilancio amministrativo è proporzionale al rapporto che esiste, all'atto dell'adozione del bilancio amministrativo di tale esercizio, tra il numero dei voti di questo membro ed il numero totale dei voti dell'insieme dei membri. Per stabilire i contributi, i voti di ciascun membro sono calcolati senza prendere in considerazione la sospensione dei diritti di voto di un membro o la nuova ripartizione dei voti che ne deriva.

5. Il Consiglio calcola il contributo iniziale di ogni membro che aderisce all'Organizzazione dopo l'entrata in vigore del presente Accordo in funzione del numero di voti che questo membro deve detenere e della frazione non trascorsa dell'esercizio in corso,

ma i contributi richiesti agli altri membri per l'esercizio in corso rimangono invariati.

6. I contributi al bilancio amministrativo sono esigibili il primo giorno di ciascun esercizio. I contributi dei membri per l'esercizio nel corso del quale divengono membri dell'Organizzazione sono esigibili alla data alla quale divengono membri.

7. Se un membro non ha versato integralmente il suo contributo al bilancio amministrativo nei quattro mesi successivi alla data alla quale è esigibile in virtù del paragrafo 6 del presente articolo, il Direttore esecutivo chiede a tale membro di provvedere al pagamento il prima possibile. Se questo membro non ha ancora versato il suo contributo nei due mesi successivi a questa domanda, esso è pregato di indicare le ragioni per le quali non ha potuto effettuare il relativo pagamento. Se non ha ancora versato la sua quota sette mesi dopo la data alla quale è esigibile, i suoi diritti di voto sono sospesi fino al versamento integrale della sua quota ed un interesse al tasso applicato dalla banca centrale del paese ospite è prelevato sul contributo ricevuto in ritardo, a meno che il Consiglio, non decida diversamente con voto speciale.

8. Un membro i cui diritti sono stati sospesi in applicazione del paragrafo 7 del presente articolo conserva l'obbligo in particolare di versare il suo contributo.

9.Il saldo non speso del bilancio amministrativo di un qualsiasi anno è accreditato ai governi membri e dedotto dai loro contributi per l'anno successivo, proporzionalmente all'ammontare iniziale di tali contributi.

Articolo 22

Conto speciale

1. Sono istituiti due sotto-conti del conto speciale:

a) Il sotto-conto delle attività preliminare ai progetti;
b) il sotto-conto dei progetti.

2. Tutte le spese iscritte nel sotto-conto delle attività preliminari ai progetti, sono rimborsate mediante imputazione nel sotto-conto dei progetti, se i progetti sono in seguito approvati e finanziati. Se entro sei mesi dall'entrata in vigore del presente Accordo, il Consiglio non ha ricevuto fondi per il sotto-conto delle attività preliminari ai progetti esso rivede la situazione e adotta i provvedimenti necessari.

3. Tutti i proventi inerenti a progetti ben identificabili sono iscritti nel conto speciale. Tutte le spese relative a tali progetti, compresa la rimunerazione e le spese di viaggio di consulenti ed di esperti, sono imputate nel conto speciale.

4. Il conto speciale può essere finanziato mediante le seguenti fonti:

a) Il secondo conto del Fondo comune per i prodotti di base;

b) Istituzioni finanziarie regionali ed internazionali come il Programma delle Nazioni Unite perlo sviluppo, la Banca Mondiale, la Banca Asiatica di sviluppo, la Banca interamericana di sviluppo, la Banca africana di sviluppo ecc.;

c) contributi volontari.

5. Il Consiglio fissa, mediante votazione speciale, le condizioni e modalità in base alle quali dovrebbe, nel momento opportuno ed in casi appropriati, patrocinare progetti in vista del loro finanziamento per mezzo di prestiti, se uno o più membri hanno volontariamente assunto qualsivoglia obbligo e responsabilità relativa a tali prestiti. L'Organizzazione non assume alcun obbligo in caso di tali prestiti.

6. Il Consiglio può designare e patrocinare ogni ente, con il consenso di quest'ultimo, in particolare un membro oppure un gruppo di membri, che riceveranno prestiti per il finanziamento di progetti approvati e si assumeranno ogni obbligo che ne deriva, rimanendo inteso che l'Organizzazione si riserva il diritto di sorvegliare l'utilizzazione delle risorse e di seguire l'esecuzione dei progetti cosi' finanziati. Tuttavia l'Organizzazione non è responsabile delle garanzie date da un membro qualunque o da altri enti.

7. L'appartenenza all'Organizzazione non comporta, per nessun membro, una qualsiasi responsabilità relativa a prestiti contratti ovvero prestiti autorizzati per determinati progetti da ogni altro membro o ogni altro ente.

8. Se vengono offerti all'Organizzazione dei contributi volontari senza una precisa destinazione, il Consiglio puo' acccettare questi fondi. I fondi in questione possono essere utilizzati per attività preliminari ai progetti, nonché per progetti approvati.

9. Il Direttore esecutivo si impegna a ricercare, alle condizioni ed alle modalità che il Consiglio può stabilire un adeguato finannziamento adeguato e sicuro per i progetti approvati dal Consiglio.

10. Le risorse del Conto speciale sono utilizzate solo per progetti approvati o per attività preliminari ai progetti.

11. I contributi versati per determinati progetti approvati sono utilizzati solo per i progetti ai quali erano inizialmente destinati, a meno che il Consiglio non decida diversamente con l'accordo del contribuente. Dopo aver portato a termine un progetto, l'Organizzazione restituisce ai vari contribuenti i fondi eventualmente susistenti, proporzionalmente alla quota di ciascuno di essi nel totale dei contributi inizialmente forniti per il finanziamento di tale progetto, a meno che il contribuente non accetti una diversa soluzione.

12. Il Consiglio può, quando ciò è appropriato rivedere il finanziamento del conto speciale.

CAPITOLO VII - RELAZIONI CON IL FONDO COMUNE PER I PRODOTTI DI BASE

Articolo 23
Relazioni con il Fondo comune per i prodotti di base

L'Organizzazione trarrà pienamente profitto dalle agevolazioni fornite dal Fondo comune per i prodotti di base e potrà in particolar modo se del caso stipulare un accordo reciprocamente accettabile con il Fondo comune, in conformità con i principi enunciati nell'Accordo di istituzione del Fondo comune per i prodotti di base.

CAPITOLO VIII - ATTIVITA' OPERATIVE

Articolo 24
Progetti

1. Per conseguire gli obiettivi enunciati all'articolo primo, il Consiglio in maniera continuativa ed in conformità con le disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 14, determina i progetti da intraprendere nei settori della ricerca-sviluppo, della promozione delle vendite e della riduzione dei costi, compresa la valorizzazione delle risorse umane, nonché gli altri progetti che esso può approvare, adotta disposizioni in vista della loro preparazione e della loro attuazione, segue e controlla la loro esecuzione e valuta i risultati.

2. Il Direttore esecutivo sottopone al Comitato progetti di proposte concernenti i progetti di cui al paragrafo 1 del presente articolo. Queste proposte sono comunicate a tutti i membri almeno due mesi prima della sessione del Comitato nella quale devono essere esaminate. In base a queste proposte, il Comitato decide le attività preliminari da eseguire. Il Direttore esecutivo organizza tali attività preliminari in conformità con i regolamenti che il Consiglio adotterà.

3. I risultati delle attività preliminari che indicano in particolar modo il dettaglio dei costi, gli eventuali vantaggi, la, durata, il luogo di esecuzione ed il nome degli organismi suscettibili di essere incaricati dell'esecuzione, sono presentati al Comitato dal Direttore esecutivo, dopo essere stati comunicati a tutti i membri almeno due mesi prima della sessione del Comunicato nella quale devono essere esaminati.

4. Il Comitato esamina questi risultati e formula al Consiglio raccomandazioni riguardo ai progetti.

5. Il Consiglio esamina queste raccomandazioni e mediante votazione speciale, adotta una decisione riguardo ai progetti proposti ai fini del loro finanziamento, in conformità con l'articolo 22 e l'articolo 28.

6. Il Consiglio decide l'ordine di precedenza dei progetti.

7. Prima di approvare un progetto sul territorio di un membro, il Consiglio deve ottenere l'approvazione di questo membro.

8. Il Consiglio, può, mediante votazione speciale, cessare di patrocinare un qualsiasi progetto.

Articolo 25
Ricerca-Sviluppo

I progetti di ricerca-sviluppo dovrebbero in particolare volgere a:

a) migliorare la produttività agricola e la qualità delle fibre;
b) migliorare i procedimenti di fabbricazione degli articoli esistenti e dei nuovi articoli;

c) reperire nuove utilizzazioni finali e migliorare i prodotti esistenti;
d) incoraggiare una trasformazione più avanzata e più importante dal punto di vista quantitativo, della juta e degli articoli di juta.

Articolo 26
Promozione delle vendite

I progetti di promozione delle vendite dovrebbero mirare in particolar modo a preservare ed a allargare i mercati per gli articoli esistenti ed a reperire sbocchi per i nuovi articoli.

Articolo 27
Riduzione dei costi

I progetti relativi alla riduzione dei costi dovrebbero in particolar modo mirare a migliorare, nella misura appropriata, i procedimenti e le tecniche che hanno un rapporto con la produttività agricola e la qualità delle fibre, a migliorare i procedimenti e le tecniche correlate con il costo dlela mano d'opera, il costo delle materie e le spese di capitale nell'industria di trasformazione della juta, ed a riunire ed a aggiornare, ad uso dei suoi membri, informazioni relative ai procedimenti ed alle tecniche più efficaci di cui l'industria della juta si può avvalere.

Articolo 28
Criteri di approvazione dei progetti

L'approvazione dei progetti da parte del Consiglio sarà basata sui seguenti criteri:

a) I progetti devono essere di natura tale da fornire vantaggi immediati o futuri, a più di un membro, tra i quali almeno un membro esportatore ed essere di giovamento all'economia della della juta nel suo insieme;

b) essi devono essere collegati al mentenimento ovvero all'espansione del commercio internazionale della juta e degli articoli di juta;

c) essi debbono lasciar intravedere risultati economici favorevoli a breve o lungo termine per quanto riguarda i costi;

d) essi devono essere commisurati al volume del commercio internazionale della juta e degli articoli di juta;

e) essi debbono essere di natura tale da migliorare la competitivtà generale ovvero le prospettive del mercato della juta e degli articoli di juta.

Articolo 29
Comitato dei Progetti

1. E' istituito un Comitato dei progetti (in appresso denominato "il Comitato") responsabile dinnanzi al Consiglio e che lavora sotto la sua direzione generale.

2. Il Comitato è aperto alla partecipazione di tutti i membri. Il regolamento interno, la ripartizione dei voti e la procedura di voto sono le stesse, *mutatis mutandis*, di quelle del Consiglio. Il Comitato si riunisce di regola due volte l'anno. Tuttavia esso può, dietro richiesta del Consigliom riunirsi più di frequente.

3. Le funzioni del Comitato sono le seguenti:
a) esaminare e valutare a livello tecnico le proposte di progetti di cui all'articolo 24;

b) decidere le attività da intraprendere preliminarmente ai progetti;

c) formulare raccomandazioni al Consiglio riguardo ai progetti.

CAPITOLO IX -ESAME DI PROBLEMI IMPORTANTI CONCERNENTI LA JUTA E GLI ARTICOLI DI JUTA

Articolo 30

Stabilizzazione, concorrenza con i prodotti sintetici ed altre questioni

1. Il Consiglio prosegue l'esame di questioni relative alla stabilizzazione dei prezzi della juta e degli articoli di juta destinati all'esportazione, nonchè degli approvigionamenti in vista di trovar loro soluzioni. Al termine di tale esame l'attuazione d i una soluzione convenuta comportante misure ancora non espressamente previste dal presente Accordo, richiede un emendamento al presente Accordo, in conformità con l'articolo 42.

2. Il Consiglio esamina i problemi relativi alla concorrenza tra la juta e gli articoli di juta, da una parte ed i prodotti sintetici e prodotti di sostituzione, d'altra parte.

3. Il Consiglio adotta disposizioni per assicurare un esame costante degli altri problemi importanti relativi alla juta ed agli articoli di juta.

CAPITOLO X-STATISTICHE, STUDI ED INFORMAZIONI

Articolo 31
Statistiche, studi ed informazioni

1. Il Consiglio adotta ogni appropriata disposizione con gli organismi menzionati al paragrafo 1 dell'articolo 4 per contribuire affinché dati ed informazioni recenti ed affidabili siano disponibili su tutti i fattori relativi alla juta ed agli articoli di juta. L'Organizzazione raccoglie, classifica e se del caso pubblica, le statistiche necessarie al buon funzionamento del presente Accordo, riguardo alla produzione, al commercio, all'offerta, agli stocks, al consumo ed ai prezzi della juta, degli articoli di juta, dei prodotti sintetici e dei prodotti di sostituzione.

2. I membri devono fornire entro un termine ragionevole ogni statistica ed informazione la cui diffusione non sia incompatibile con la loro legislazione nazionale.

3. Il Consiglio fa predisporre studi concernenti le tendenze ed i problemi a breve ed a lungo termine dell'economia mondiale della juta.

4. Il Consiglio vigila affinchè nessuna informazione pubblicata pregiudichi il segreto delle operazioni di privati o di società che producono, trattano, o commercializzano la juta, gli articoli di juta, prodotti sintetici e prodotti di sostituzione.

5. Il Consiglio adotta ogni provvedimento ritenuto necessario per far conoscere la juta e gli articoli di juta.

Articolo 32

Rapporto annuo e rapporto di valutazione e di esame

1. Il Consiglio pubblica, entro i sei mesi che seguono la fine di ciascuna campagna agricola della juta, un rapporto annuo sulle sue attività ed ogni altra informazione da esso ritenuta appropriata.

2. Il Consiglio valuta ed esamina ciascun anno la situazione e le prospettive della juta sul mercato mondiale compreso lo stato della concorrenza con i prodotti sintetici e di sostituzione ed informa i membri dei risultati dell'esame.

3. L'esame è effettuato grazie ad informazioni fornite dai membri concernenti la produzione nazionale, gli stocks, le esportazioni ed importazioni il consumo ed i prezzi della juta, degli articoli di juta e dei prodotti sintetici e di sostituzione, nonchè grazie ad altre informazioni che il Consiglio può ottenere sia direttamente, sia tramite organismi appropriati delle Nazioni Unite, compresa l'UNCTAD e la FAO, nonché organizzazioni intergovernative e non governative appropriate.

CAPITOLO XI -DISPOSIZIONI DIVERSE

Articolo 33
Querele e controversie

Ogni querela sporta contro un membro per un inadempimento agli obblighi imposti ad esso dal presente Accordo ed ogni controversia relativa all'interpretazione ovvero all'applicazione del presente Accordo sono deferite al Consiglio per decisione. Le decisioni del Consiglio in materia sono definitive ed hanno forza obbligatoria.

Articolo 34

Obblighi generali dei membri

1. Per tutta la durata del presente Accordo i membri fanno di tutto e cooperano per favorire la realizzazione dei loro scopi ed evitare che siano adottati provvedimenti contrari a tali scopi.

2. I membri si impegnano ad accettare di essere vincolati dalle decisioni adottate dal Consiglio in virtu' delle disposizioni del presente Accordo e prendono cura di astenersi dall'applicare provvedimenti che avrebbero come effetto di limitare o di ostacolare tali decisioni.

3. La responsabilità dei membri che deriva dal funzionamento del presente Accordo, sia nei confronti dell'organizzazione ovvero nei confronti di parti terze, è limitata ai loro obblighi relativi ai contributi in conformità del capitolo VI.

Articolo 35
Dispense

' Qualora lo esigano circostanze eccezionali ovvero cause di forza maggiore che non sono espressamente previste nel presente Accordo, il Consiglio può, con voto speciale, dispensare un membro da un obbligo prescritto dal presente Accordo, se le spiegazioni fornite da tale membro lo convincono per quanto riguarda le ragioni che lo impediscono dal rispettare questo obbligo.

2. Nell'accordare una dispensa ad un membro in virtù del paragrafo 1 del presente articolo, il Consiglio precisa le modalità, le condizioni, la durata ed i motivi di questa dispensa.

Articolo 36
Misure differenziate e correttive

1. I membri in via di sviluppo importatori i cui interessi sono lesi da provvedimenti presi in attuazione del presente Accordo possono rivolgersi al Consiglio per misure differenziate e correttive appropriate. Il Consiglio prevede di prendere misure adeguate in base alla sezione III, paragrafi 3 e 4, della risluzione 93 (IV) della Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo.

2. Fatti salvi gli interessi degli altri membri esportatori, il Consiglio, in ogni sua attività,può tener conto in particolar modo

dei fabbisogni di un determinato paese esportatore incluso tra i paesi meno progrediti.

CAPITOLO XII - DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 37
Firma, ratifica, accettazione ed approvazione

1. Il presente Accordo sarà aperto alla firma dei governi invitati alla Conferenza delle Nazioni Unite sulla juta e gli articoli di juta, 1989, presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, dal 1 gennaio 1990 al 31 dicembre 1990 incluso.

2. Ogni governo di cui al paragrafo 1 del presente articolo può:

a) All'atto della firma del presente Accordo, dichiarare che, con tale firma, esso esprime il suo consenso ad essere vincolato dal presente Accordo;

b) dopo la firma del presente Accordo, ratificarlo, accettarlo oppure approvarlo mediante il deposito di uno strumento a tal fine presso il depositario.

Articolo 38
Depositario

Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite è designato come depositario del presente Accordo.

Articolo 39
Notifica di applicazione a titolo provvisorio

1. Un governo firmatario che ha l'intenzione di ratificare, di accettare o di approvare il presente Accordo, ovvero un governo per il quale il Consiglio ha stabilito condizioni di adesione ma che non ha ancora potuto depositare il suo strumento, può in ogni tempo notificare al depositario che applicherà il presente Accordo a titolo provvisorio sia quando quest'ultimo entrerà in vigore in conformità con l'articolo 40, sia, se è già in vigore, ad una data specificata. Nel fare la sua notifica a tal fine, il governo interessato si dichiara membro esportatore oppure membro importatore.

2. Un governo che ha notificato in conformità con il paragrafo 1 del presente articolo che applicherà il presente Accordo quando quest'ultimo entrerà in vigore, oppure, se è già in vigore, in data specificata, è, sin da tale momento membro dell'Organizzazione a titolo provvisorio fino a quando non deposita il suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione e diventa in tal modo membro.

Articolo 40
Entrata in vigore

1. Il presente Accordo entrerà in vigore a titolo definitivo il 1 gennaio 1991 ovvero ad ogni data ulteriore se, a questa data,

tre governi che totalizzano almeno l'85% delle esportazioni nette indicate all'Annesso A al presente Accordo e 20 governi che totalizzano almeno il 65% delle importazioni nette indicate all'Annesso B del presente Accordo hanno firmato il presente Accordo in conformità con il paragrafo 2 a) dell'articolo 37, oppure hanno depositato il loro strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2. Il presente Accordo entrerà in vigore a titolo provvisorio il 1 gennaio 1991 oppure ad ogni data ulteriore se, a questa data, tre governi che totalizzano almeno l'85% delle esportazioni nette indicate all'Annesso A del presente Accordo e 20 governi che totalizzano almeno 65% delle importazioni nette indicate all'Annesso B del presente Accordo hanno firmato il presente Accordo in conformità con il paragrafo 2 a) dell'articolo 37, oppure hanno depositato il loro strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione, oppure hanno notificato al depositario, in virtù dell'articolo 39, che applicheranno il presente Accordo a titolo provvisorio.

3. Se le condizioni di entrata in vigore previste al paragrafo 1 oppure al paragrafo 2 del presente articolo non sono soddisfatte il 1 gennaio 1991, il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite inviterà i governi che avranno firmato il presente Accordo in conformità con il paragrafo 2 a) dell'articolo 37 o che avranno depositato il loro strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione, o che gli avranno notificato che applicheranno il presente Accordo a titolo provvisorio, a riunirsi tra di loro il prima possibile, ed a decidere di mettere il presente Accordo in vigore tra di loro, a titolo provvisorio o definitivo, totalmente o parzialmente. Mentre il presente Accordo sarà in vigore a titolo provvisorio in virtù del presente paragrafo, i governi che avranno deciso di metterlo in vigore tra di loro a titolo provvisorio, in totalità o in parte, saranno membri a titolo provvisorio. Questi governi potranno riunirsi per riesaminare la situazione e decidere se il presente Accordo entrerà in vigore tra di loro a tiolo definitivo, se rimarrà in vigore a titolo provvisorio oppure se cesserà di essere in vigore.

4. Se un Governo deposita il suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione ovvero di adesione dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, ques'ultimo entrerà in vigore per tale governo alla data di questo deposito.

5. Il Direttore esecutivo convocherà la prima sessione del Consiglio il prima possibile dopo l'entrata in vigore del presente Accordo.

Articolo 41
Adesione

1. I governi di tutti gli Stati possono aderire al presente Accordo alle condizioni determinate dal Consiglio e che comprendono un termine per il deposito degli strumenti di adesione. Il Consiglio può tuttavia accordare una proroga ai governi che non possono depositare il loro strumento di adesione entro il termine stabilito.

2. L'adesione avviene mediante deposito di uno strumento di adesione presso il depositario.

Articolo 42
Emendamenti

1. Il Consiglio può, con un voto speciale, raccomandare ai membri un emendamento al presente Accordo.

2. Il Consiglio stabilisce la data alla quale i membri devono notificare al depositario che accettano l'emendamento.

3. Ogni emendamento entra in vigore 90 giorni dopo che il depositario ha ricevuto notifiche di accettazione di membri che costituiscono almeno i due terzi dei membri esportatori e che totalizzano almeno l'85% dei voti dei membri esportatori, e dei membri che costituiscono almeno i due terzi dei membri importatori e che totalizzano almeno l'85% dei voti dei membri importatori.

4. Dopo che il depositario ha comunicato al Consiglio che le condizioni richieste per l'entrata in vigore dell'emendamento sono state soddisfatte, e nonostante le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo relative alla data stabilita dal Consiglio, ogni membro può ancora notificare al depositario che accetta l'emendamento, alla condizione che tale notifica sia effettuata prima dell'entrata in vigore dell'emendamento.

5. Ogni membro che non ha notificato la sua accettazione di un emendamento alla data alla quale tale emendamento entra in vigore, cessa di essere parte al presente Accordo a decorrere da tale data, a meno che non abbia dimostrato al Consiglio che non ha potuto accettare l'emendamento in tempo utile a causa di difficoltà sorte nell'adempimento della sua procedura costtituzionale o istituzionale e che il Consiglio non decida di prolungare il termine di accettazione per tale membro. Questo membro non è vincolato dall'emendamento sino a quando non ha notificato che lo accetta.

6. Se le condizioni richieste per l'entrata in vigore dell'emendamento non sono soddisfatte alla data fissata dal Consiglio in conformità con il paragrafo 2 del presente articolo, si ritiene che l'emendamento è ritirato.

Articolo 43
Recesso

1. Ogni membro può ritirarsi dal presente Accordo in ogni tempo dopo l'entrata in vigore di quest'ultimo notificando il suo ritiro per iscritto al depositario. Esso informa contestualmente il Consiglio della decisione adottata.

2. Il ritiro ha effetto 90 giorni dopo che il depositario ne abbia ricevuto la notifica.

Articolo 44
Esclusione

Se il Consiglio conclude che un membro ha mancato agli obblichi che il presente Accordo gli impone e decide inoltre che tale inadempimento ostacola in maniera considerevole il funzionamento del presente Accordo, esso può, con un voto speciale, escludere tale membro dal presente Accordo. Il Consiglio ne dà immediata notifica al depositario. Questo membro cessa di essere parte al presente Accordo un anno dopo la data della decisione del Consiglio.

Articolo 45

Liquidazione dei conti dei membri che si ritirano oppure sono esclusi o dei membri che non sono in grado di accettare un emendamento

1. In conformità con il presente articolo, il Consiglio procede alla liquidazione dei conti di un membro che cessa di essere parte al presente Accordo a causa:

a) della non-accettazione di un emendamento al presente Accordo in applicazione dell'articolo 42;

b) del ritiro dal presente Accordo in applicazione dell'articolo 43; oppure

c) dell'esclusione dal presente Accordo in applicazione dell'articolo 44.

2. Il Consiglio conserva ogni contributo versato sul conto amministrativo da un membro che cessa di essere parte al presente Accordo.

3. Un membro che ha ricevuto in rimborso un adeguato importo in applicazione del presente articolo non ha diritto ad alcuna parte del prodotto della liquidazione dell'Organizzazione o dei suoi altri averi,nè può essergli imputato alcun eventuale deficit dell'Organizzazione dopo che il rimborso è stato effettuato.

Articolo 46
Durata, proroga e fine dell'Accordo

1. Il presente Accordo rimarrà in vigore per un periodo di cinque anni a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, a meno che il Consiglio non decida, con un voto speciale, di prorogarlo, di rinegoziarlo ovvero di porvi fine in conformità con le disposizioni del presente articolo.

2. Il Consiglio può, con un voto speciale, decidere di prorogare il presente Accordo per un massimo di due periodi di due anni ciascuno.

3. Se, prima dello scadere del periodo di cinque anni di cui al paragrafo 1 del presente articolo, oppure prima dello scadere di un periodo di proroga di cui al paragrafo 2 del presente articolo, a seconda dei casi, un nuovo Accordo destinato a sostituire il presente Accordo è stato negoziato ma non è ancora entrato in vigore a titolo provvisorio o definitivo, il Consiglio può, con un voto speciale, prorogare il presente Accordo fino all'entrata in vigore a titolo provvisorio o definitivo del nuovo accordo.

4. Se un nuovo accordo è negoziato ed entra in vigore mentre il presente Accordo è in corso di proroga in virtù del paragrafo 2 o del paragrafo 3 del presente articolo, il presente Accordo, cosi' come è stato prorogato, prende fine al momento dell'entrata in vigore del nuovo accordo.

5. Il Consiglio può in ogni tempo, con voto speciale, decidere di porre fine al presente Accordo con effetto alla data di sua scelta.

6. Nonostante la fine del presente Accordo il Consiglio continua ad esistere per un periodo non superiore a 18 mesi per procedere alla liquidazione dell'Organizzazione compresa la liquidazione dei conti e, sotto riserva delle decisioni pertinenti da prendere con voto speciale, esso ha in questo periodo i poteri e le funzioni di cui può necessitare a tali fini.

7. Il Consiglio notifica al depositario ogni decisione adottata in virtù del presente articolo.

Articolo 47

Riserve

Nessun riserva può essere effettuata per quanto concerne qualsivoglia disposizione del presente Accordo

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati, hanno apposto le loro firme in calce al presente Accordo alle date indicate.

Fatto a Ginevra, il tre novembre millenovecentoottantanove, i testi del presente Accordo in lingua araba, cinese, francese, inglese, spagnola e russa facenti ugualmente fede.

ANNESSO A

Quota di ciascun paese esportatore nel totale delle esportazioni nette di juta e di articoli di juta dei paesi partecipanti alla Conferenza delle Nazioni Unite sulla juta e gli articoli di Juta 1989, cosi' come stabilita ai fini dell'articolo 40

	Percentuali
Bangladesh	61.578
Cina	8.681
India	18.869
Nepal	1.703
Tailandia	9.169
	100.000

ANNESSO B

Quota di ciascun paese importatore e gruppo di paesi importatori nel totale delle importazioni nette di iuta e di articoli di iuta dei paesi partecipnati alla Conferenza delle Nazioni Unite sulla iuta e gli articoli di iuta, 1989, cosi' come stabilita ai fini dell'articolo 40

		Percentuali
Algeria		1.443
Argentina		0.363
Australia		6.905
Austria		0.143
Canada		1.311
Comunità economica europea		24.008
Belgio-Lussemburgo	6.200	
Danimarca	0.242	
Francia	1.949	
Germania, Repubblica Federale di	3.128	
Grecia	0.330	
Irlanda	0.363	
Italia	1.399	
Paesi-Bassi	2.434	
Portogallo	0.275	
Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord	6.267	
Spagna	1.421	
Egitto*)		2.390
Filippine		0.066
Finlandia		0.077
Giappone		6.542
Indonesia		2.269
Iugoslavia *)		1.234
Marocco		0.815
Norvegia		0.055
Pakistan		12.974
Polonia*)		1.795
Repubblica Araba Siriana		3.943
Stati Uniti d'America		14.097
Svezia		0.044
Svizzera		0.198
Turchia		1.718
Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche		17.610
	Totale	100.000

----

*) Paese non partecipante alla Conferenza ma incluso nell'Annesso in quanto membro importatore dell'Organizzazione Internazionale della Juta.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 2503):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DE MICHELIS) il 22 ottobre 1990.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 ottobre 1990, con pareri delle commissioni 2ª, 5ª, 6ª, 9ª, 10ª e 13ª e della giunta per gli affari delle Comunità europee.

Esaminato dalla 3ª commissione il 27 marzo 1991.

Relazione scritta annunciata il 29 marzo 1991 (atto n. 2503/*A* - relatore sen. GRAZIANI).

Esaminato in aula e approvato il 7 maggio 1991.

Camera dei deputati (atto n. 5654):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 27 maggio 1991, con pareri delle commissioni I, II, V e X.

Esaminato dalla III commissione il 31 luglio 1991.

Relazione scritta annunciata il 1° agosto 1991 (atto n. 5654/*A* - relatore on. DUCE).

Esaminato in aula e approvato il 24 settembre 1991.

91G0379

FRANCESCO NIGRO, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(3651381) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.